Altercommunistes 2012

« Ras-le-bol ! »
« Notre colère, on en fait quoi ? »
« Battre Sarkozy… et après ? »
« Si ce n'est pas nous, alors qui ? »
« Si ce n'est pas maintenant, alors quand ? »

Se révolter. Qui n'y songe aujourd'hui, tant les inégalités sont immenses, les injustices criantes, tant le peuple est méprisé ? Tout le monde sait que battre Nicolas Sarkozy ne suffira pas, car le système politique est bloqué. Les principaux partis et candidats rivalisent de petites phrases : un coup de gueule contre la finance un jour, des garanties données à l'Union européenne pour imposer l'austérité le lendemain. Quant à Marine Le Pen, elle tente de capter la colère, pour la dénaturer : opposer les salariés entre eux, ainsi que les catégories populaires. Avec le FN, il s'agit toujours d'encourager la xénophobie et d'attiser la haine, comme le fait le sinistre Guéant avec ses théories racistes. Cela fait des années que ça dure… et ça ne peut plus durer !

Chacun sait bien que nous vivons la fin d'une époque. **Il faut tourner la page du libéralisme et ouvrir un nouvel horizon en dépassant le capitalisme. Cela ne se fera pas sans une mobilisation populaire et un changement de rapport de force, comme dans tous les moments clefs de notre histoire.**

Prenons le pouvoir pour tout changer

Avec la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), nous parlons d'égalité, de justice et d'émancipation. Nous employons des gros mots : appropriation des moyens de production, planification écologique, socialisation des banques… Et nous nous attachons à changer la politique, pour une nouvelle citoyenneté. **Ce mouvement de transformation, les Communistes unitaires l'appellent "nouveau communisme".**

Le sens que nous donnons à **notre participation au Front de gauche et à notre campagne, aux élections législatives et avec Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle,** est celui-ci :

- **nous voulons "tout"**, c'est-à-dire que nous ne voulons pas choisir entre les droits fondamentaux (éducation, santé, emploi, logement, culture, retraite, égalité…), entre le social et l'écologie, entre la justice et la démocratie : nous voulons une véritable alternative à gauche ;
- **et nous voulons qu'on cesse de parler à la place du peuple : c'est à lui de décider**, et non comme aujourd'hui aux élites libérales et aux technocrates de Paris, de Bruxelles ou d'ailleurs !

Avec ce journal, nous proposons des choix, en sachant qu'aucun programme électoral ni aucune majorité dans les urnes ne peuvent seuls garantir une transformation sociale et écologique. Pour construire un projet de société, il faudra une **révolution citoyenne : dans nos têtes, dans la rue et dans les urnes.** •

Les Communistes unitaires

PHOTO : NASA

Sommaire

Traité européen : un référendum pour que la société décide ! p.3

communistes unitaires

« Une démocratie où il n'y a qu'un choix possible, le libéralisme, est-ce une démocratie ? »

« N'attendons pas la gauche comme on attend le père Noël ! »

« Actionnaires, banquiers, politiciens... Qu'ils dégagent ! »

« N'attendons pas tout des élections. Prenons notre avenir en main ! »

Qui décide ? Nous !

Afin d'imposer leurs (fausses) solutions, les libéraux menacent la démocratie. Pour résoudre les problèmes, le peuple doit s'approprier le pouvoir de décider.



C. GEGOUT

J. SAINTIER

Au fil des années, avec le triomphe apparent du libéralisme, l'idée que la politique doit accepter les contraintes "naturelles" de l'économie a marqué des points. Et la démocratie a perdu de sa substance : à quoi bon voter - pour changer la vie (Mitterrand), pour lutter contre la fracture sociale (Chirac) ou pour gagner plus (Sarkozy) - si cela ne change rien ? L'abstention électorale a gagné du terrain, en particulier dans les catégories populaires. Les partis, les institutions et les élus ont vu leur crédit largement entamé.

Dans le même temps, les anciennes solidarités ouvrières ne se sont pas renouvelées, au fur et à mesure des mutations du travail et des modes de production. Les problèmes sociaux se sont massivement accentués : chômage massif et précarité galopante, souffrance au travail et solitude - allant parfois jusqu'au suicide -, discriminations et ségrégations territoriales... Ceux qui avaient intérêt à s'unir et à s'organiser pour résister au libéralisme ont été isolés : réussir par le chacun pour soi, s'en sortir par sa seule détermination personnelle a été posé comme règle pendant des années. Résultat : pour quelques cas de réussites individuelles, l'immense majorité a subi des difficultés de plus en plus grandes. Et les organisations traditionnelles (associations, syndicats, partis issus du mouvement ouvrier, dont le Parti communiste) se sont affaiblies.

Des mouvements, de nouvelles formes de lutte ont émergé. Des réseaux, des collectifs ont vu le jour. Ils ont permis de limiter la casse sociale, mais le plus souvent ils n'ont pas obtenu de changements profonds. Même lorsqu'ils ont eu une grande force et le soutien massif de l'opinion publique, comme en 1995 contre la réforme de la sécurité sociale ou en 2010 contre la réforme des retraites, ils n'ont pas porté de revendications susceptibles de déboucher sur des transformations.

La question du pouvoir

La défiance à l'égard des politiques s'est installée, et sur fond de l'impératif libéral "il-n-y-a-pas-d-autre-politique-possible-!", les mouvements ont fait l'impasse sur la question du pouvoir. Cela a d'ailleurs été théorisé sous l'expression "autonomie du mouvement social". Enfin, du côté syndical, le souci - légitime - de l'indépendance par rapport aux partis politiques a conduit à laisser de côté la question de l'alternative politique, pourtant indispensable à l'atteinte de leurs propres objectifs.

De nombreux citoyens qui souhaitaient s'engager ou continuer de militer se sont consacrés aux actions locales ou à des actions thématiques, d'autant plus que celles-ci s'effritaient aussi alors qu'elles sont absolument nécessaires.

Tout cela s'explique, et il ne s'agit pas de juger ces évolutions, dans un contexte de capitalisme triomphant et d'échec du "socialisme réel" dans les pays de l'Est de l'Europe... Mais nous en ressentons cruellement les effets aujourd'hui.

Reste la question de la représentation. Nombre de citoyens, qu'ils votent ou s'abstiennent, ne se sentent plus représentés par les élus. Ils ont le sentiment que l'on parle à leur place, que l'on décide pour eux, ce qui heurte leur volonté de maîtriser leur vie. La question est à la fois de permettre à chacun de participer, d'être acteur des choix politiques (au-delà des expériences de démocratie participative actuelle, à l'initiative des élus et des institutions) et de changer le rôle des élus et des partis : élire des "élus partenaires" des mouvements citoyens et construire des initiatives qui permettent d'investir la politique.

Créer du commun

Le propre de la politique telle que la gauche de transformation devrait la promouvoir est de créer du commun, de tisser des liens, de rapprocher les mouvements positifs de la société, de leur donner force de loi. La politique sert à "changer de niveau" : s'apercevoir qu'un problème individuel, une expérience locale, une mobilisation ponctuelle, une lutte sur un point précis, rencontrent d'autres expériences vécues ailleurs, des mobilisations déjà engagées ou possibles pour l'avenir, des luttes sur d'autres points eux aussi importants. Exemples : le mouvement pour qu'une cité retrouve des services publics rejoint un enjeu présent dans tous les quartiers populaires ; la défense d'un hôpital public rejoint celle du service public de la santé ; la défense des sans-papiers et leur lutte pour obtenir leur régularisation aident la lutte pour les salaires car tous les salaires sont tirés vers le bas par l'exploitation de la main d'œuvre illégale...

Au total, la politique telle que la conçoivent ceux qui veulent vraiment changer les choses sert à révéler que ce sont les mêmes logiques qui menacent nos existences, et qu'il faut pour les contrer des logiques globales en même temps que de l'action locale ou particulière. Et elle sert à ce que le peuple puisse intervenir car rien ne changera vraiment pour lui sans son intervention.

Bien sûr, de nombreux citoyens font eux-mêmes ces rapprochements, et, dans les mouvements, tissent des convergences. Certaines journées de mobilisation initiées par les syndicats y contribuent. Mais les voies empruntées sont longues et difficiles, avec des avancées et des retours en arrière ; et ces rapprochements n'impliquent souvent que les plus investis dans les luttes alors que le problème est de mobiliser plus largement.

Le besoin de politique, c'est notamment celui d'aller au-delà d'une convergence minimale et d'un élargissement seulement quantitatif, comme s'il fallait à chaque fois reconstruire la solidarité en partant de zéro. Ainsi, une force politique de transformation pose la question

«Le projet européen, désormais, c'est l'austérité pour tous et pour toujours. Avec la règle d'or, le contrôle préalable des budgets nationaux par la Commission européenne et des sanctions automatiques, ce traité frappe le cœur de la souveraineté du peuple français, la souveraineté budgétaire. C'est donc un traité odieux.(…) Il est insupportable que Nicolas Sarkozy et François Hollande refusent que la ratification soit soumise à référendum ! Pourquoi ? Parce qu'ils savent que les Français ne veulent pas de cette Europe. Pour nous commence une lutte sans répit.»

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche

Changeons l'économie

En 2011, les entreprises du CAC 40 ont versé 44,6 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une progression de 15 %. Tandis que le remboursement annuel de la dette de la France est de 148,8 milliards d'euros, les paradis fiscaux protègent 800 milliards d'euros provenant des Français les plus riches. Les sommes perdues dans la spéculation ne cessent de gonfler au détriment du travail et des services publics. Leur montant dépasse de loin celui du budget de l'État.

La presse souligne que nous avons perdu "notre" triple A parce que la politique d'austérité ampute la relance. Les banques auprès desquelles la Grèce s'était endettée annoncent que cette dette équivaut à 30 % de leur bénéfice ! A côté, le déficit de la Sécu est bien modeste.

Cet argent est le nôtre. Il est issu de notre travail, dont la productivité a explosé en 40 ans, et du surplus du travail, de la spéculation rendue possible par les délocalisations et les destructions de postes de travail, par le pillage des richesses de la planète. Le reprendre et avoir les pouvoirs nécessaires pour qu'il aille à l'activité sociale est la seule issue à la crise.

Il y a assez de richesses pour travailler moins mais travailler tous et mieux payer le travail. Et il est temps que le travail serve à satisfaire les besoins réels des humains. Alimentation, école, santé, logement, transport, énergie, culture... n'est-ce pas une autre définition de la richesse d'une société ? Cela suppose de cesser le gonflement permanent des mêmes fortunes.

Fonder une nouvelle efficacité économique suppose que les principaux intéressés - salariés et usagers - deviennent les décideurs. Ils sont les mieux placés pour parler des besoins et des conditions de production. La France et l'Union soviétique - chacune à sa manière - ont montré que propriété d'État ne rime pas nécessairement avec pouvoir des citoyens. Il faut donc inventer de nouvelles formes d'appropriation des moyens de production par les salariés et les citoyens.●

Conquérir le pouvoir d'agir sur notre travail

Si produire un bien ou un service contribue à répondre aux besoins de chacun et à se sentir partie prenante du fonctionnement de la société, force est de constater que dans la succession des crises que nous vivons actuellement, le travail est malmené.

Il est malmené dans ses finalités car la poursuite de l'accumulation privée du capital n'est pas possible sans progression continue et soutenue de l'activité économique. Peu importe ce que l'on produit pourvu que ça génère du profit !
Il est malmené avec le développement de la précarité, du travail intérimaire, saisonnier, à temps partiel imposé, des CDD, du chômage...

Il est malmené jusque dans le travail stable, tant la course au profit et la recherche de la rentabilité maximale amènent le patronat à modifier l'organisation du travail pour exploiter toujours plus les salariés, subordonner leur subjectivité afin d'assurer la performance des entreprises. C' est l'une des causes majeures des troubles musculo-squelettiques, des dépressions et des suicides dans des entreprises aussi emblématiques que Renault, France Télécom et PSA. Dans le secteur public, où la volonté d'emprunter au privé les nouvelles formes d'organisation du travail s'affirme, les mêmes formes de souffrance au travail apparaissent. Et on développe des politiques de prévention des risques psychosociaux. Mais faut-il (seulement) soigner les travailleurs ou faut-t-il changer le travail ?

Les travailleurs doivent se débrouiller seuls dans des situations de plus en plus complexes. On leur demande de travailler plus vite avec moins de moyens. On leur impose des objectifs et des évaluations qu'ils n'ont à aucun moment pu négocier. Effectuer un travail de qualité devient impossible. Et c'est ce travail empêché qui devient souffrance, de même que le conflit entre les valeurs du travailleur et celles que veulent imposer les dirigeants d'entreprises, publiques et privées. Il y a d'un côté le travail tel qu'il est prescrit par l'entreprise, dans le cadre d'une logique de rentabilité, et d'un autre le travail tel que les salariés estiment qu'il doit être respectueux d'autrui et de la nature. Les salariés de Pôle emploi obligés de radier des chômeurs des listes de demandeurs d'emploi, ceux d'EDF obligés de couper l'électricité à des familles pauvres en savent quelque chose !

Les mutations du travail nécessitent de plus en plus un renouvellement des connaissances et des coopérations fortes entre salariés. De fait, ceux-ci deviennent potentiellement qualifiés pour accéder à la maîtrise des décisions de l'entreprise. Il faut conquérir du pouvoir d'agir sur notre travail, agir partout pour l'utilité sociale et la qualité du travail. ●

---

d'un changement global : à la fois démocratique, économique, social, écologique, culturel... D'emblée, elle refuse toutes les divisions que nourrissent la droite et les principaux médias. Elle constate que lorsque l'on se centre sur des revendications spécifiques, on obtient rarement des avancées. Et comme il ne faut pas non plus avoir uniquement une vision globale sans rapport avec les luttes concrètes - une hausse de salaire à arracher, une expulsion à empêcher, une délocalisation à combattre, une classe d'école à maintenir ou à ouvrir... -, une telle force développe à la fois une action locale et une action globale. Cela ouvre la possibilité de ne pas être seulement dans la protestation, dans la résistance ou dans l'indignation.

Le fait de réfuter l'idée qu'il n'y a qu'une politique possible amène alors les questions : quelle autre politique, quelle autre logique de société ? Comment faire tout autrement ? Ainsi, entre les luttes concrètes et l'action parlementaire, qui les prolonge, il y a la liberté, pour chacun individuellement et pour tous ceux qui le souhaitent collectivement, d'agir pour transformer la société. Une démocratie qui soit vraiment l'exercice du pouvoir de décision par le peuple : n'est-ce pas celle dont nous avons besoin ? ●



«L'intérêt collectif est de combattre notre adversaire sur la réappropriation de la richesse. Si la solution pour le maintien de l'activité industrielle sur notre site et des emplois qui l'accompagnent passe par la gestion par les salariés de l'entreprise, bien sûr nous en sommes capables. D'autant plus que, pour nous, il ne sera pas question de rémunérer grassement des actionnaires.»

Olivier Leberquier, secrétaire et délégué syndical CGT à Fralib

Capitalisme contre démocratie

Pendant longtemps, capitalisme et démocratie représentative semblaient faire bon ménage, du moins en Europe. Aujourd'hui, la crise européenne conduit en même temps à une fuite en avant libérale et à une régression de la démocratie.

D'une part, des États en faillite, une crise financière hors de contrôle, des dirigeants des grandes puissances jouant les pompiers pour limiter les "risques de contagion" ou "circonscrire les incendies" économiques. D'autre part, des inégalités abyssales, une précarité galopante et des classes moyennes de plus en plus menacées, de nombreux secteurs économiques en danger - agriculture, industries... -, des services publics exsangues.

L'Union européenne et les gouvernements - libéraux et sociaux-libéraux - sont déterminés à sauver le système bancaire et financier pour préserver l'ordre capitaliste. Pour eux, cela passe par des réformes destinées à mettre en pièces les droits fondamentaux dans tous les domaines - retraite, santé et protection sociale, droits des salariés... - et à réaliser toutes les économies possibles - sur le dos des services publics en général, et dans le domaine honni par la droite de l'éducation en particulier. Il faudrait réitérer les recettes libérales que nous connaissons depuis des décennies, en pire puisqu'il s'agit selon les dirigeants de l'UE d'attaquer le "noyau dur" des droits sociaux. C'est le temps des cures d'austérité imposées par les technocrates, pour satisfaire les gros actionnaires.

Quant aux peuples, ils ne croient plus aux solutions libérales. Les enquêtes d'opinion montrent un niveau de défiance inédit à l'égard du monde politique, avec le sentiment qu'il n'existe pas d'alternative. Ils vivent au quotidien la précarité et la menace de déclassement. Ils soutiennent largement les mouvement de salariés, et celui des Indignés. Ainsi, on peut se demander si les épreuves subies depuis des années ne vont pas finir par déclencher des réactions explosives, à l'image des mobilisations massives en Grèce ?

Cependant, revoilà le dogme : "Il-n-y-a-pas-d-autre-politique-possible !". Angela Merkel et Nicolas Sarkozy auront, malgré leurs prétendus désaccords, trempé la chemise pour pagayer dans le même sens : d'une part faire avaliser la fuite en avant libérale, la puissance publique venant au secours du système financier sans toucher au fonctionnement du système économique, au pouvoir des actionnaires et de la bourse ; d'autre part avancer dans le sens d'un fédéralisme technocratique, en imposant aux États et aux peuples des politiques économiques menées en dehors de véritables délibérations démocratiques.



On se souvient comment à l'annonce d'un référendum par George Papandreou, les commentateurs avaient réagi, en substance : « *Demander au peuple ce qu'il pense de la politique européenne, vous n'y pensez pas !* ». Le même débat existe d'ores et déjà concernant la ratification du nouveau traité européen. Les uns, comme Nicolas Sarkozy et François Hollande, envisagent une ratification parlementaire. Les autres, comme le Front de gauche, avec Jean-Luc Mélenchon, demandent que ce soit le peuple qui décide. Pour cela, **il nous faudra arracher la tenue d'un référendum, comme ce fut le cas en 1995 et en 2005. C'est le sens de la pétition "L'Europe, pas sans nous !", lancée par 200 personnalités et militants d'horizons divers.**

Pour l'avenir, certains proposent l'option du fédéralisme européen : doter l'Europe (la zone euro, à laquelle pourraient s'adjoindre les pays du reste de l'UE qui le souhaiteraient) d'un gouvernement et de politiques économiques intégrées, avec les outils que cela suppose pour satisfaire les exigences de rentabilité des multinationales. Mais voilà, les peuples ne souhaitent pas abdiquer davantage de leur souveraineté, et une partie des États membres non plus.

Sans attendre que se noue ce débat sur le fédéralisme, un tournant est engagé : non seulement libéralisme et démocratie font de moins en moins bon ménage aux yeux des citoyens, mais une partie des libéraux commence à assumer ce divorce et à le justifier : il faut faire vite... être efficace... les peuples ne peuvent pas comprendre... le courage commande... seuls les spécialistes sont compétents etc. Notons que les mêmes continuent à considérer toute pensée émancipatrice, toute action qui veut en finir avec le capitalisme comme terroriste, totalitaire, régressive ou folle.

On en est au stade où les gouvernements européens négocient dans le dos des peuples, brandissant des menaces de sanctions à l'égard de tous ceux qui contesteraient leurs politiques, et cela en passant par dessus les citoyens et les parlements nationaux dépossédés de leur pouvoir. Tout le monde a pu entendre à la télévision et lire dans la presse les obligations faites aux États, aux parlements et aux peuples récalcitrants : conformez-vous aux exigences de l'Union et de la Banque centrale européenne, faute de quoi vous serez exclus de la table européenne.

Face aux libéraux qui désormais tendent à opposer économie et démocratie, les partisans de l'émancipation associent l'utilité et l'efficacité économiques à l'exigence de démocratie. Ils n'hésitent pas à dire clairement : nous pouvons nous passer des décideurs actuels ! Actionnaires, banquiers et politiciens qui prétendent parler à notre place, qu'ils se soumettent ou qu'ils dégagent ! N'est-ce pas sur de telles bases que l'Histoire pourrait maintenant prendre un autre cours ? ●

+ d'infos

Lire le texte "Osons la révolution démocratique", ici :
http://lafederation.org/
et :
http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3365

Que veulent les quartiers populaires ? Tout !

Les gouvernements successifs considèrent les banlieues comme un problème à ignorer ou à gérer par la force. Et si le vrai problème et la vraie solution étaient l'égalité ?

« Assez de discriminations ! »

« Pourquoi ils ne reconnaissent pas nos talents ? »

« Halte aux interpellations mortelles ! »

« Je connais plein de gens qui pensent qu'ici c'est la jungle. Ils sont surpris quand ils viennent. »

On oublie parfois comment ont commencé les émeutes dans les banlieues, une nuit d'octobre 2005. Deux jeunes poursuivis par la police, qui avaient pénétré dans un transformateur EDF à Clichy-sous-Bois, étaient morts électrocutés (tandis qu'un troisième était gravement blessé). Suivirent des violences dans de nombreux quartiers, avec un ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui mit de l'huile sur le feu. Pendant ce temps, des militants et des élus eurent à cœur de protéger les équipements publics et de dialoguer avec les jeunes. Depuis, rien n'a changé ou à la marge, et les problèmes sociaux n'ont fait que s'aggraver.

Les banlieues ne sont pas seulement des centaines de quartiers où vivent plusieurs millions de personnes souvent modestes. Ce sont des territoires à l'écart des centres villes, sous-dotés en infrastructures, en commerces, en services publics de qualité, en transport et en emplois. Qui s'étonne des violences et de l'existence d'une économie souterraine, lorsque la moitié des jeunes - souvent discriminés en raison de leurs origines, réelles ou supposées - sont sans formation et sans emploi, lorsque les parents sont les premières victimes des vagues de licenciements ? Qui s'étonne que ces territoires soient ceux où les citoyens se sentent les moins concernés par les échéances électorales, qui n'ont pas amélioré leur quotidien?

Quelques exemples de discriminations, **citations issues des cahiers de doléances récoltés par l'association AC le feu** :

- **Emploi**. Dans notre société, qui n'a pas d'emploi est considéré comme pire que rien, comme un parasite vivant de l'aide sociale et de la solidarité nationale. Les cahiers de doléances sont remplis d'appels à l'aide déchirants, de milliers de personnes qui ne veulent que travailler. (...) La précarité à laquelle sont réduits beaucoup de travailleurs est d'autant plus insupportable que de nombreuses entreprises réalisent des bénéfices record. Les jeunes dénoncent le système pervers qui consiste à leur demander de l'expérience qu'on ne leur donne jamais l'occasion d'acquérir. (...) Le leitmotiv, c'est le sentiment que la France ne laisse pas sa chance à sa jeunesse.

- **Discriminations racistes**. Plus de la moitié des cahiers les évoquent. La discrimination n'est pas la seule affaire des Noirs et des Arabes, qui ne sont pas les seuls à les dénoncer. Au contraire, une prise de conscience généralisée s'est faite, dans la jeunesse, mais aussi bien au-delà. Ceux qui évoquent la discrimination qu'ils ont eux-mêmes subie décrivent un véritable enfermement dans la précarité, en matière d'emploi ou de logement, une discrimination quotidienne et permanente, qui brise, pour ceux qui ont de 15 à 35 ans, tout espoir de s'en sortir, malgré les efforts et les diplômes universitaires. De nombreuses personnes rapportent leurs expériences vexatoires en matière d'emploi... D'autres évoquent l'impossibilité de s'émanciper de leurs parents, soit en ne trouvant pas de travail soit en n'ayant pas accès au logement ni public ni privé.

- **Insécurité**. L'insécurité au quotidien, ce sont avant tout des gamins turbulents, capables de vandalisme qui s'ajoute aux difficultés du quotidien, violents dans leurs rapports entre eux et aux autres, certainement très malappris et insolents, mais pas la « *racaille extrêmement violente et sauvage* » dont ont peur ceux qui ne la voient qu'au travers des médias. Contrairement au discours officiel, les personnes qui ont rempli les cahiers fustigent la tranquillité dans laquelle les trafiquants en tout genre « *exercent leur métier* », au vu et su de tous, et de la police. S'attaquer aux trafics sans soupçonner l'ensemble de la population d'un quartier, c'est bien à cela que doit servir un travail d'enquête sérieux.

Quelle action publique ?

Au-delà de ces témoignages, force est de constater que les gouvernements, de droite et de gauche, ont une responsabilité majeure dans le maintien d'une situation inacceptable. Les premiers ont toujours préféré la répression et la limitation des libertés individuelles à la place de la lutte en faveur de l'égalité. Rien, ou si peu, pour la prévention, pour l'éducation, pour l'accompagnement, pour l'accès aux droits et à l'emploi. Rien, ou si peu, pour imposer réellement aux communes de construire des logements sociaux. A la place, des interventions répressives devant les caméras, et combien de jeunes des cités victimes d' "accidents policiers", avec une justice dure pour les habitants et clémente pour les forces de police.

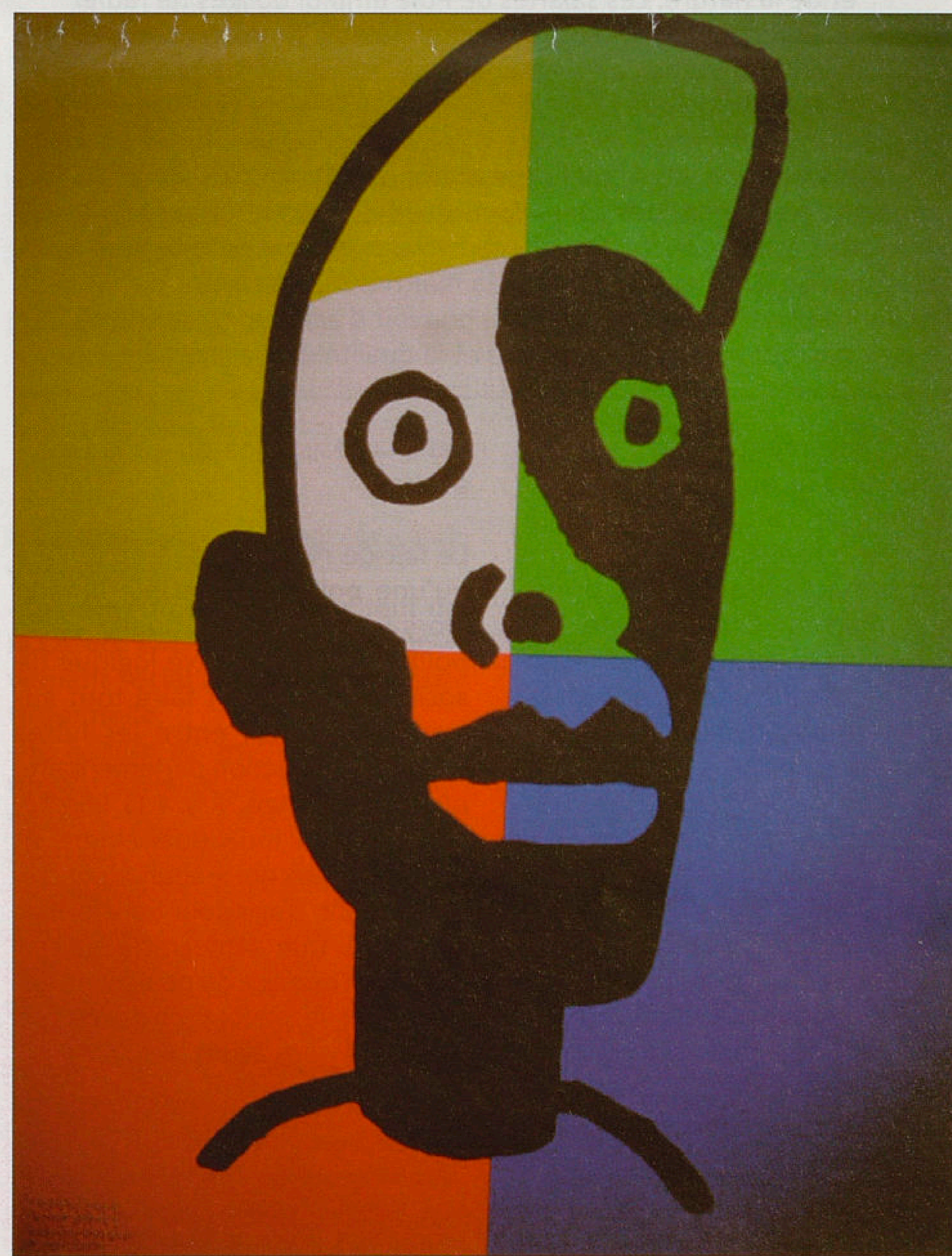
Au total, quel est le bilan de la logique répressive après des années de pouvoir de la droite ? Celle-ci a amplifié les discriminations, par la confusion constante entre immigration et délinquance, tandis que le racisme persistait sous la forme à la fois d'agressions racistes et de propositions sur la préférence nationale. Les évolutions du discours sarkoziste montrent de plus en plus une proximité entre les positions d'une bonne partie de la droite et celle du Front national.

Les gouvernements de gauche, eux, ont surtout agi de manière cosmétique: ici un plan, là des effets d'affichage... Ils n'ont pas assumé que seule une véritable transformation économique et sociale permettrait de mettre fin à la situation actuelle des quartiers populaires.

La politique de la ville a parfois joué positivement, mais sans changer l'essentiel : rompre avec les inégalités. La lutte contre les discriminations est restée largement une politique de communication. L'Etat a le plus souvent laissé les forces vives de ces quartiers, en particulier les associations, sans soutien.

Enfin, les forces politiques ont rarement réussi à conserver ou à reconstruire des liens avec les jeunes des quartiers.

L'absence de mise en œuvre de la proposition de 1981 de droit de vote des étrangers aux élections



AFFICHE : MICHEL QUAREZ

«Loin de soutenir les revendications spécifiques des quartiers populaires, la gauche ajoute trop souvent sa voix au discours dominant de stigmatisation. Les militantes et les militants qui agissent contre les violences policières sont laissés seuls à leurs combats. Le discours sécuritaire est devenu partie intégrante de celui de bien des responsables de la gauche institutionnelle».

***Farid Bennaï**, Forum social des quartiers populaires (FSQP)*

Un habitat de qualité pour tous

L'accès à un logement est un des droits fondamentaux de la personne et un enjeu de qualité de la vie en société. Dans ce domaine, il s'agit de sortir d'une situation calamiteuse : insuffisance de l'offre de logements (en quantité et en qualité, publique et privée), montants élevés des loyers, faiblesses des aides de l'Etat à la construction de logements sociaux, répartition inégalitaire entre les territoires, parties communes délabrées, ascenseurs dangereux ou en panne, espaces extérieurs négligés et environnement insatisfaisant (déficit de commerces de proximité, de services publics)... L'insalubrité concerne des millions de logements.

Le non-respect de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, qui impose en principe 20 % de logements sociaux par commune, génère des situations de ghettoïsation : les populations qui subissent le plus de difficultés sociales se trouvent confinées dans certains quartiers, où elles sont reléguées loin des centres villes, tandis que les plus riches s'accaparent d'autres territoires. Le problème du logement des jeunes et des étudiants, celui des logements loués par des marchands de sommeil concernent des centaines de milliers de foyers.

L'habitat constitue aussi un enjeu écologique. C'est un domaine majeur pour réaliser des économies d'énergie (et de ce fait favoriser la transition écologique), tout en améliorant le cadre de vie : lutte contre les nuisances sonores...

C'est aussi un enjeu essentiel pour l'amélioration de la vie quotidienne des handicapés, au moyen par exemple de la mise en œuvre d'équipements spécifiques.

Il faut à la fois des mesures d'urgence - réquisitionner les logements vides, renforcer les aides aux locataires ou à ceux qui voudraient le devenir (APL, aides aux jeunes...) - et des mesures de rupture durables : construction de logements sociaux (partout, et notamment dans les communes qui en ont peu), encadrement des loyers (notamment dans le privé) , réoccupation des maisons et villages abandonnés dans le monde rural (en articulation avec le redéploiement d'économies locales créatrices d'emplois). Enfin, la puissance publique doit prendre en compte la réalisation des aires d'accueil des gens du voyage. ●


AFFICHE MICHEL QUAREZ

La banlieue n'est pas un monde à part

*Intervention de **Jack Ralite**, sénateur du groupe Communistes, Républicains et Citoyens (CRC) lors du débat sur le projet de loi prolongeant l'état d'urgence, mercredi 16 novembre 2005 - Extraits.*

Ce n'est pas l'ordre dans la République qui vous importe, c'est la République de l'ordre. Car votre loi issue de la guerre d'Algérie, appliquée alors pour briser les résistances à l'ordre colonial, vise aujourd'hui à tout faire pour briser les résistances à l'ordre libéral. Nous sommes donc radicalement contre votre loi : vous ne déclarez pas la guerre à la pauvreté, mais aux pauvres.

Une idée neuve commence à faire son chemin : la banlieue n'est pas un monde à part. C'est pourtant une image qui lui colle à la peau : banlieue béton, banlieue ghetto, quartier d'exil, enfants des rues et de toutes les souffrances, lieu de tous les dangers. La banlieue, ainsi, est souvent mise en avant comme l'image même de la pauvreté des autres, de l'exclusion que chacun redoute pour soi. On est toujours la banlieue de quelqu'un.

Ce regard divise. (...) Ce regard porte donc la peur, plus encore que la pitié. Du côté de ceux qu'il décrit, il alimente le ressentiment parfois la haine, et cette quête amère d'exister contre l'autre, quête où la violence aveugle est plus souvent au rendez-vous que la libération humaine.

Comment ne pas être violent quand on est relégué hors de l'humain ? C'est faire disparaître sans tuer. Tout cela aboutit à la mise en cause de la légitimité du capitalisme et d'ailleurs plusieurs patrons dont certains très importants commencent à se poser des questions sur ce capitalisme de l'instant qui en voulant tout tout de suite compromet l'avenir, son avenir, à moyen et long termes.

Le mot désespoir n'est pas politique et le mot respect n'a pas à connaître la pénurie. Il faut oser sortir dans la rue, la rue d'ici, la rue d'Europe, la rue du Monde, et charger sur ses épaules les dissonances de la ville. Il y a là une socialité nouvelle. Nous pouvons faire société, une société où le mot égalité ne serait plus un gros mot, une société où les "rejetés" et les "maintenus" se retrouveraient comme "individus de l'histoire du monde", conscients d'une "communauté qui vient", qui aurait une "citoyenneté sociale" permettant à chacune, chacun de sortir de la délégation passive, de voir le bout de ses actes, de ne plus se dévaloriser, de prendre la parole, de promouvoir de nouveaux droits et une nouvelle logique sociale dans une nouvelle vie publique. ●

locales est le symptôme du manque de courage et de volonté des majorités de gauche. Elle a contribué à confiner une partie de la population dans les marges de la citoyenneté. Les intentions de lutte contre les discriminations ne pouvaient bien sûr faire le compte.

De fait, une forte proportion des habitants des quartiers populaires considère que les violences s'expliquent par la condition sociale des populations. Elles en sont des conséquences, certes inacceptables et qu'il ne s'agit pas de justifier ; mais il importe de pointer les causes de la situation actuelle : les violences sont le produit d'une société qui n'offre pas de perspectives à une partie significative de la population.

Dans le même temps, sont passées sous silence toutes les formes de créativité, de mobilisation qui existent dans les quartiers populaires. Malgré tout, les solidarités de voisinage persistent, les cultures cohabitent et parfois se mélangent. De nombreux projets d'entreprises sont issus des quartiers. Des étudiantes et des étudiants font maintenant des études universitaires, qui tireront demain leur famille vers le haut. Une multitude de projets et d'expériences culturels fleurissent. Et des exigences de développement des transports, de construction de logement, d'amélioration du cadre de vie s'expriment, qui ont commencé à obtenir des résultats. ●

+ d'infos

http://aclefeu.blogspot.com/

http://fsqp.fr/

http://www.apeis.org/
http://www.droitaulogement.org/
http://mncp.fr/
http://www.ac.eu.org/
http://chomeurs-cgt.fr/

« Au moment où les populations des villes populaires, où nous habitons et où nous sommes élus, sont stigmatisées et discriminées comme jamais, où l'on comprend que le pouvoir entend gouverner, s'il le faut, par la peur et par la force, nous pensons pour notre part que dans les banlieues s'invente et se construit le monde de demain. »

Patrick Braouezec, député (FASE) de Seine-Saint-Denis

Salariés, chômeurs, précaires... solidaires



DR

Huit millions de personnes vivent en France avec un revenu inférieur au niveau de pauvreté. Des milliers de familles sont victimes des expulsions locatives, des coupures d'électricité, des huissiers qui les humilient. Des millions de personnes âgées survivent avec le minimum vieillesse, des pensions amputées par les réformes gouvernementales successives. Elles devaient, avec les handicapés, bénéficier d'une grande réforme annoncée par Sarkozy ? Celui-ci l'a abandonnée sur l'autel du paiement de la dette des banques.

Et le Revenu de solidarité active (RSA) ? Il devait contribuer à l'accès à l'emploi et favoriser l'insertion. Aujourd'hui, un million de personnes qui y ont droit n'y accèdent pas : plus du tiers de ceux qui ont droit au RSA de base et plus des deux tiers de ceux ont droit au RSA activité. Le Comité national d'évaluation a estimé l'économie du non-recours au RSA à 5,3 milliards : belle économie sur le dos des plus pauvres ! Toujours selon le rapport officiel d'évaluation, voilà le bilan social de Sarkozy : le RSA aurait permis de « *faire baisser le nombre de pauvres de 2 %* », avec des « *effets sur la reprise d'emploi qui apparaissent faibles et peu significatifs* ». Dérisoire ! En réalité, les efforts pour l'insertion sont réduits car les collectivités locales n'ont pas les financements pour développer des politiques de formation professionnelle, d'insertion et d'accompagnement. Et chaque année, on nous présente les efforts des Restos du cœur et des associations caritatives (heureusement que les bénévoles sont là !), en constatant que rien n'est résolu : la pauvreté progresse.

Pour la première fois, les jeunes générations sont prévenues qu'elles vivront plus mal que leurs aînés. Les jeunes devraient se réjouir d'avoir des stages bidons et mal rémunérés, d'être orientés vers des voies de garage, de faire des petits boulots payés au lance-pierre ou d'étudier dans la misère. Dans certains quartiers populaires et dans certains villages ruraux, plus de la moitié des jeunes sont sans formation et sans emploi. Et on s'étonne de la violence, du nombre de suicides, de l'usage de psychotropes (alcool, drogues...).

Associations de précaires et de chômeurs, syndicats et Front de gauche énoncent de nombreuses propositions. Certaines renvoient à la nécessité de changer globalement de logique économique et sociale. D'autres concernent la transformation des politiques d'éducation et de formation, avec par exemple le soutien aux filières professionnelles. Autre proposition emblématique : la mise en place d'une sécurisation des parcours professionnels et de formation. Et, sans attendre, une revalorisation substantielle des minima sociaux devrait être décidée par un gouvernement de gauche. ●

La vie ne se découpe pas

Certains pensent que le travail se limite à la production réalisée dans les murs de l'entreprise. N'est-il pas beaucoup plus que cela ? Outre la place croissante de la formation, toute l'expérience sociale et culturelle participe à l'accomplissement du travail. Dès lors, un enjeu pour la société est de faire reconnaître qu'il y a unité de l'activité humaine. C'est déjà en partie le cas : les patrons ont dû concéder des rémunérations "hors travail" en correspondance avec ce qu'est la qualification des individus. L'existence des congés payés, des congés maternité, des retraites et des heures de délégation syndicales montre que toute une partie de la vie "hors du travail" doit être rémunérée pour assurer la continuité de la société. Ainsi, ni les congés maternité, ni les retraites ne sont rémunérées par un salaire.

Cette question est au cœur d'enjeux sociaux et économiques immédiats. Par exemple, les entretiens d'embauche et la politique managériale reposent pour une bonne part sur les "compétences". Nombre d'entre elles ont été acquises hors travail et hors formation professionnelle : faisons-nous preuve de sang-froid devant un dysfonctionnement imprévu ? Sommes-nous capables de comprendre et de nous faire comprendre de salariés qui ont un poste en amont ou en aval du nôtre ? Ces compétences, acquises elles aussi dans la société, sont mobilisées au travail, mais elles ne sont pas rémunérées : le patronat ne veut pas les payer. Voilà donc l'alternative : ou l'on accepte la précarité imposée pour préserver les profits, ou l'on redéfinit ce que doit recouvrir la rémunération. Cela appelle d'une part à garantir tout le parcours de vie depuis la fin de la tutelle parentale à la mort, d'autre part à diminuer le temps de travail pour travailler mieux et travailler tous, en étant correctement rémunérés ! ●

« Les révolutions arabes disent qu'un autre monde est possible. »

« Nous vivrons dans un monde de migrations, de diversité culturelle, de mélange. A nous de choisir entre la violence et la solidarité. »

« Les Palestiniens ont le droit d'avoir un Etat et une terre, comme les autres peuples. »

« Les Grecs ont raison. L'austérité, ça suffit ! »

Changeons le monde

Au lieu d'opposer les peuples entre eux, un nouveau projet politique fera de la solidarité internationale et de la paix une question centrale.

Vive les révolutions arabes ! Au-delà des différences et des contradictions des soulèvements populaires, les révolutions arabes ont rouvert l'espoir que le monde puisse être demain autre chose que ce qu'il est : une jungle économique indifférente au sort du plus grand nombre, une planète promise à la "guerre des civilisations". Certes, les incertitudes sur l'avenir et sur la profondeur des transformations initiées sont fortes; mais les injustices et les inégalités, dont sont victimes l'immense majorité des peuples, se trouvent démasquées par l'irruption populaire.

La peur change de camp. D'abord, **les despotes ont des raisons de trembler. Le message populaire est qu'aucun d'entre eux n'est désormais à l'abri de l'exigence de justice et de démocratie.** Alain Gresh, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, rappelle qu'en mai 1998, déjà, la révolution indonésienne avait souligné qu' « *aucune dictature n'est éternelle* ». Mais cette fois, une autre dimension intervient : le mouvement n'est pas circonscrit à un État, un peuple ou une nation. Il diffuse mondialement, sans qu'on puisse savoir ce que l'onde de choc peut devenir à moyen terme, y compris en Europe.

A l'échelle mondiale, les dirigeants politiques vont désormais se trouver simultanément confrontés à la question démocratique et la question sociale. Cette simultanéité constitue une chance extraordinaire pour les partisans de l'émancipation car, face à la dérive antidémocratique de régimes favorables au libéralisme économique, un espace politique s'ouvre pour unifier aux yeux de tous exigences de dépassement du capitalisme et avancées démocratiques.

Ensuite, les amis occidentaux des despotes sont démasqués et eux aussi peuvent trembler. Aux yeux de tous, il ressort que les libéraux ont accepté des décennies de dictature avec comme contreparties d'énormes avantages commerciaux, sans parler de la corruption manifeste de ministres et autres dirigeants. Tout le monde a vu la tente de Khadafi dans les jardins de l'Elysée et la poignée de mains amicale entre le dictateur et le président directeur général de la France. Plus de doute: les gouvernements et les partis qui leur sont liés ont accepté depuis des années que la lutte contre l'intégrisme soit le paravent du maintien de l'ordre économique mondial. L'asservissement répressif est manifestement au service de l'exploitation économique et du maintien dans le sous-développement.

La lumière ainsi faite sur le cynisme en cours au sommet des États "démocratiques" est particulièrement crue, révélant aussi l'ampleur des manipulations politiques et médiatiques dans la France des droits de l'homme et dans les démocraties occidentales. Certes, les partisans de l'émancipation savent depuis longtemps ce qu'il en est des images pieuses de la République en général, et de la Françafrique en particulier. Mais que tel ou tel peuple lève le voile d'hypocrisie devant tous les autres, notamment devant les jeunes générations, donne à la réalité une autre consistance.

Révélation de cette période, le mythe de la passivité des peuples arabes, de leur inaptitude à la démocratie, a été défait : bravant la peur et la répression, ils sont redevenus acteurs de leur destin. En exprimant leurs aspirations ils montrent deux aspects essentiels d'une dynamique mobilisatrice : les objectifs de leurs luttes permettent de transcender les enjeux religieux et les questions communautaires. **Contre l'idée que les intérêts des dominés sont si différents, voire contradictoires, que des alliances entre les (anciens) perdants sont impossibles, il s'agit de s'associer dans la diversité, de manifester ce qu'il y a de commun en dépassant ce qui divise.**

Autre élément, au-delà de manifester pour exprimer des "aspirations" ou jouer un rôle de contre-pouvoir, les peuples peuvent mettre fin à un régime politique. On a vu ainsi des Tunisiens travailler très concrètement à recréer des espaces de délibération et de droit, préparer la convocation d'une Constituante. Tout cela montre la communauté de destin de tous les êtres humains et conduit à assumer une filiation avec l'internationalisme.

Au lieu de s'arrêter aux idées que le monde de demain sera multipolaire ou de vouloir "gérer des flux migratoires", il s'agit d'accepter, au sens fort de ce verbe, que nous vivrons - et que nous vivons déjà, car la société va plus vite que les idées véhiculées sur elle ! - dans une société multiculturelle. Une société multiculturelle, et pas seulement l'addition d'une multitude d'individus ou la cohabitation séparée des cultures.

Une société multiculturelle

De fait, le développement des pays du Sud est l'intérêt bien compris de tous les pays et de tous les peuples. C'est le développement durable, à la fois économique, social, écologique, démocratique, qui prépare l'avenir et garantira la sécurité. L'avenir est à la mondialisation de l'égalité, à l'existence de services publics de santé dans tous les pays, à l'idée d'une sécurité sociale mondiale - permettant d'en finir avec les grandes pandémies mondiales tels le sida, la tuberculose et le paludisme -, au désarmement et à l'abolition de l'arme atomique.

Reste, enfin, une question internationale, qu'Israël et ses alliés tentent de réduire à un enjeu de géopolitique régionale et de police: qu'adviendra-t-il de la question palestinienne ? Comme dans les pays des révolutions arabes, elle met aux prises les aspirations d'un peuple avec les agissements criminels d'un État. ●

La révolution par la paix

Afghanistan, Irak, Libye... les guerres initiées par les "grands" sont présentées comme un mal destructeur mais nécessaire. Motivées principalement par les enjeux de domination, elles visent largement à généraliser le règne du marché capitaliste. Chaque fois, la guerre ampute la société de ses aspirations sociales, environnementales et démocratiques. Aujourd'hui ou demain, à qui le tour ? La Syrie ? l'Iran ?

Une nouvelle ère de l'inhumanité a été ouverte avec Hiroshima et Nagasaki. La France a emboîté le pas, en douce, sans débat. Essais nucléaires dans le Sahara puis dans les eaux de Polynésie. Humains, petits et grands, faune et flore continuent d'en crever, contaminés, nucléarisés !

Dépendant du complexe militaro-industriel, les gardiens du "tout-libéral" entendent nous soumettre à la domination du nucléaire. Et ils se réjouissent lorsque Dassault parvient à caser ses Rafale, sous couvert des "intérêts vitaux" de la France, qu'ils assimilent aux intérêts des "grands commerçants". Ils ont leur logique : puisque les autres civilisations ne valent prétendument pas la nôtre, il faut s'en préserver par le feu de l'atome et des armes. Entretenir les peurs et les menaces sert à justifier aussi bien la violence que le refus de promouvoir l'égalité.



Place Tahrir, au Caire (Egypte), février 2011.

DR

Or, ce sont les inégalités abyssales, les dislocations sociales, les menaces sur l'environnement qui nourrissent les logiques de conflit et constituent des périls redoutables pour la sécurité et la survie de l'humanité. La pauvreté, les maladies, la faim, les privations d'eau, le réchauffement climatique... pour affronter ces questions et construire la société de demain, faut-il faire la guerre ou affronter les enjeux du développement humain ?

Oui, il faut choisir d'investir dans la vie, notamment en procédant à l'abolition de l'arme nucléaire, en organisant le désarmement général de la planète, en substituant à la loi du plus fort l'action concertée et transparente d'une ONU transformée, démocratisée. Et, contre la "guerre des civilisations", construisons une société - monde solidaire. ●

« Nous assistons à l'avènement d'un capitalisme autoritaire qui, en pleine lumière, entend soumettre et ordonner nos existences tout entières. Leur politique, c'est la guerre économique, la guerre monétaire, et peut-être, à nouveau, la guerre tout court. Si nous voulons sortir de la crise, nous devrons engager une politique de combat contre les banques et les marchés financiers. Il faut leur reprendre le pouvoir. »

Pierre Laurent, Président du Parti de la gauche européenne, secrétaire national du PCF

L'égalité entre les femmes et les hommes

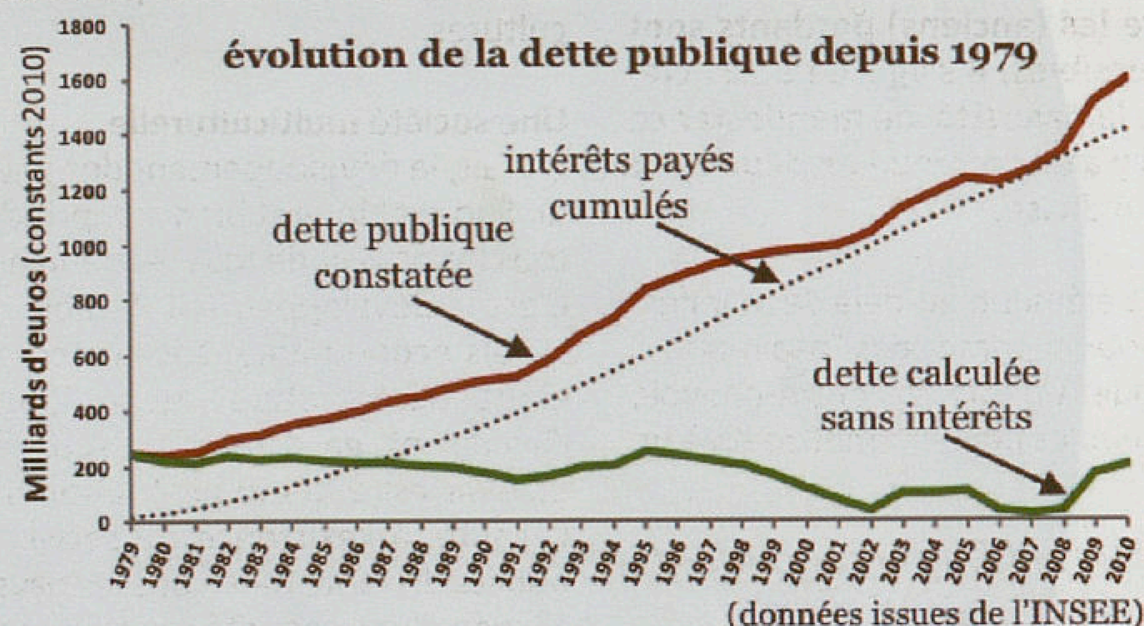
Dans tous les domaines, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes reste à conquérir. C'est vrai dans le monde du travail, en matière de discrimination à l'embauche, de précarité, de rémunération et de promotion. La loi de 2005 sur l'égalité professionnelle, sans critère contraignant ni sanction, n'a pas eu d'impact significatif, de la même manière que la loi sur l'égalité salariale entre hommes et femmes (votée en 1983) avait été très peu appliquée. La différence de salaire entre un homme et une femme est d'environ 20 % à qualification et expérience égales.

C'est vrai aussi dans la vie quotidienne. La répartition des tâches ménagères reste largement inégalitaire. Les femmes effectuent en France 80 % des tâches domestiques. Les femmes seules (avec ou sans enfants) sont souvent en difficulté, que ce soit dans les quartiers populaires ou en milieu rural. Les femmes revendiquent le libre choix de leur vie (vie sentimentale, vie sexuelle, choix religieux, tout comme leur liberté vestimentaire...). Certains droits sont d'ailleurs menacés, tel celui à l'avortement, combattu notamment par les catholiques intégristes et leurs relais politiques (Christine Boutin, le FN...). C'est vrai enfin concernant les violences envers les femmes, qui restent courantes et insuffisamment combattues par l'éducation, la prévention et la répression : sexisme, violences conjugales, agressions sexuelles et viols, mariages forcés, obligation de polygamie, traite des êtres humains...

Dans la vie politique, l'enjeu d'imposer l'égalité entre hommes et femmes est un combat pleinement d'actualité. Aujourd'hui, l'Assemblée nationale compte moins de 20 % de femmes (contre 47 % en Suède) et le Sénat 22 %. Bien que les femmes constituent 53 % de l'électorat !

Dans de nombreux pays, les femmes ne disposent toujours pas de certains droits - au travail, à l'éducation, de se déplacer librement, au divorce, à la contraception, à l'avortement, à la liberté d'expression... - sans parler de tous les droits existants dans les textes mais pas dans la réalité. ●

La dette et les intérêts de la dette



Le montant actuel de la dette de la France correspond pour les ¾ quasiment aux intérêts d'emprunts versés aux banques depuis la loi Giscard de 1973, qui a interdit le financement public par la Banque de France et obligé l'État à emprunter sur les marchés financiers (source : *Ne pas subir leur dette !*, FASE).

L'appropriation sociale des banques

Dans leur course aux profits, les banques rançonnent les usagers à coups de frais bancaires et spéculent avec l'argent du peuple au lieu d'accorder des emprunts répondant aux besoins. Faire jouer aux banques un rôle utile nécessite de les extraire à la fois de la propriété et de la logique capitalistes. Il ne servirait à rien de les nationaliser si c'est pour continuer dans la même voie que celle des années 1980.

Les banques sont une affaire trop sérieuse pour les laisser aux actionnaires ou à l'État. La solution réside dans une appropriation sociale des banques par les salariés et les usagers (particuliers, collectivités et services publics, entreprises...) afin qu'ils aient le pouvoir de décision sur l'utilisation de l'argent. Il est également nécessaire de changer le rôle des banques centrales et des institutions financières internationales. Il faut modifier la loi française, les traités européens et internationaux, afin qu'elles ne soient plus au service des intérêts capitalistes, mais au service des peuples. Il faut leur interdire de financer les activités spéculatives et leur faire financer les collectivités publiques, y compris à taux 0, ce qui diminuerait considérablement le poids de la dette. Il faut cesser d'accorder des prêts en échange de mesures de privatisation et de régression sociale, mais les accorder en faveur de mesures de développement social, écologique et démocratique. ●

« Je ne suis pas vraiment libre si je prive quelqu'un d'autre de sa liberté. L'opprimé et l'oppresseur sont tous deux dépossédés de leur humanité. La vérité, c'est que nous ne sommes pas encore libres ; nous avons seulement atteint la liberté d'être libres, le droit de ne pas être opprimés [...]. Car être libres, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ; c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres.»

Nelson Mandela

L'escroquerie de la dette



DR

Le débat ouvert depuis l'été 2011 sur l'origine et la légitimité de la dette publique touche au cœur des logiques libérales.

L'actualité mondiale est marquée par les secousses boursières, alimentée par les chantages et les rumeurs liés aux appréciations des agences de notation sur la situation d'endettement des États. La possibilité d'un nouveau krach planétaire, ouvrant une nouvelle période de récession économique, focalise l'attention des chefs d'États et des institutions internationales, qui s'attèlent à « *rassurer les marchés* ». Derrière cette expression fumeuse, il y a la volonté d'imposer de nouvelles purges sociales, contre toute remise en question de l'ordre économique libéral.

Des voix s'élèvent concernant le pouvoir des agences de notation, groupes privés qui par définition ne font l'objet d'aucun contrôle démocratique, et leurs critères de jugement. Certains réclament que leurs travaux soient rendus transparents, mettant en exergue leur manque de nez concernant la précédente crise boursière. D'autres exigent leur suppression pure et simple, comme si celle-ci devait signifier la fin du système économique dont elles ne sont qu'un contributeur. La droite prend pour prétexte la lutte contre l'endettement - qu'elle a avalisé - pour mener une politique de rigueur. Ce qui se joue dans ce débat, c'est à la fois la possibilité de mener des politiques publiques, qui nécessitent de mobiliser des masses importantes de crédits, et le fonctionnement du capitalisme, où l'accumulation du capital passe désormais d'abord par la recherche de gains sur des moyens financiers prêtés. Pour les libéraux, les États ont désormais pour rôle de sauver les banques en difficulté.

Les évidences libérales - il faut placer au centre de la politique économique la limitation de la dette en rognant massivement sur les dépenses publiques tout en payant pour les trous boursiers... - suscitent un scepticisme général. Qui ne sait pas qu'il s'agit de recettes éculées, mobilisées depuis des décennies avec les échecs que l'on connaît ? Les dirigeants de l'Union européenne (UE) n'ont cessé d'exiger des gouvernements davantage de «rigueur», saluant les mesures d'austérité et les coupes engagées et annoncées dans l'emploi public... Ce faisant, ils accentuent encore le sentiment déjà largement partagé que l'UE ne porte aucun projet positif et aucun espoir d'un avenir meilleur.

Du côté de la majorité, le gouvernement et l'UMP répètent le couplet sur la "nécessaire réduction du train de vie" de l'État et des collectivités territoriales. Ils ont malheureusement été rejoints par le PS, dont les principaux candidats à la primaire des présidentielles - Martine Aubry et François Hollande - ont fait leur l'objectif de réduction de l'endettement. Aujourd'hui, François Hollande fait le bon élève en annonçant «*l'ambition*» d'une réduction encore plus rapide que celle défendue par la droite, pour satisfaire au plus tôt les exigences de l'UE, tout en voulant rajouter au futur traité européen un volet «*croissance et emploi*». Ainsi, les principaux dirigeants socialistes ne contestent pas la légitimité de la dette, ni les recettes libérales. De fait, le PS se trouve piégé par l'UMP dans le débat sur la "règle d'or", que Nicolas Sarkozy veut imposer. Et le gouvernement a beau jeu d'annoncer une mesure - aux effets insignifiants et pour une période transitoire - de mise à contribution des plus riches.

Cependant, le consensus autour des solutions les plus libérales s'est effrité. Ainsi, des spécialistes tel l'ancien chef économiste du FMI, Kenneth Rogoff, affirment : « *Il faut cesser de considérer que nous sommes dans une récession ordinaire. Nous sommes dans ce que nous avons appelé une 'grande contraction', comme il en arrive tous les soixante-quinze ans* ». Estimant que « *la dette est le problème n°1, n°2 et n° 3* », le « *principal obstacle à la croissance* », il pense qu'il faut « *admettre que toute la dette accumulée ne sera jamais remboursée* ». Reste que présenter la dette comme le seul problème actuel et l'inflation comme seule solution face au risque de récession, c'est évacuer l'urgence d'une réorientation complète de la politique européenne, toute remise en cause des dogmes libéraux, parmi lesquels la contestation frontale de la légitimité de la dette publique.

CE N'EST PAS UNE CRISE, C'EST UN HOLD-UP

La quasi-totalité de l'échiquier politique serait acquis à la continuité libérale si le Front de gauche et ses composantes ne tentaient de faire entendre une toute autre voix, de même que les Économistes atterrés et quelques autres organisations.

Le problème posé à la gauche d'alternative est d'articuler ses propositions économiques à une vision de la société. Cela suppose de partir de quelques idées simples : la France, l'Europe, le monde ne manquent pas d'argent, mais qui en dispose et qui en fait quoi ? Aujourd'hui, on fabrique du déficit pour justifier la casse des droits sociaux et des services publics. Au contraire, l'heure est à inventer une nouvelle efficacité économique, répondant aux besoins sociaux, écologistes, éducatifs et culturels. ●

+ d'infos
http://www.audit-citoyen.org/
http://lafederation.org/
http://www.france.attac.org/
http://www.fondation-copernic.org/
http://atterres.org/
Portail des sites féministes :
http://www.feministes.net/liens.htm

L'écologie et le social ensemble

Le problème d'aujourd'hui n'est pas de mettre un peu de vert dans un océan d'inégalités mais d'élaborer un projet qui associe exigences d'égalité, préoccupations écologiques et révolution démocratique.

« Le nucléaire ou pas, c'est à nous de décider »

« Non aux gaz de schiste, ni ici ni ailleurs »

« Après Tchernobyl et Fukushima, qui peut dire que le nucléaire est sûr à 100 % ? »

« *Rien ne sera plus comme avant la catastrophe nucléaire de Fukushima* », avons-nous dit avec beaucoup d'autres, alors que le monde entier découvrait l'absence de maîtrise par l'entreprise japonaise Tepco des conséquences du tsunami sur ses centrales nucléaires. Mais qu'est-ce qui ne "*doit plus être comme avant*" ?

Quel avenir énergétique ?

Tout le développement économique, social, notre organisation spatiale, nos relations aux pays du Sud sont conditionnés par le rapport que nous entretenons avec les modes de production et d'approvisionnement de l'énergie. Le développement des sociétés industrielles a été fondé sur l'utilisation d'une très grande quantité d'énergie et, par voie de conséquence, sur la croissance illimitée de son empreinte écologique. Nous savons, depuis un certain temps, que le modèle capitaliste n'est pas durable à long terme. La nouveauté est que nous découvrons de plus en plus qu'il ne l'est pas davantage à très court terme. Non seulement parce que ses conséquences écologiques ont commencé à se faire sentir, mais également parce qu'il radicalise et renouvelle la question des inégalités sociales.

Notre parti-pris est de choisir une approche globale de la question énergétique, et non de se centrer sur telle ou telle énergie, et sa critique. Ainsi, **un projet énergétique doit prendre en compte les besoins d'accès à l'énergie, en même temps qu'il promeut la sobriété énergétique** (production, consommation, modes de vie...).

Des enjeux écologiques et anthropologiques

Une politique énergétique mondiale doit nécessairement reprendre à son compte les objectifs écologiques et sociaux mondiaux, au premier rang desquels la lutte contre l'effet de serre et les dérèglements climatiques d'une part, et la nécessité , d'autre part, de sortir des milliards d'êtres humains du sous-développement et de promouvoir l'égalité entre tous les êtres humains.

L'enjeu de la lutte contre l'effet de serre est devenu aujourd'hui un objectif mondial, mais les sommets internationaux ont des résultats très insatisfaisants. Au mieux, la plupart du temps, ne sont considérés que les effets du réchauffement, les dégâts des dérèglements climatiques, les conséquences en termes de migrations de populations par exemple. Mais ne sont pas traitées toutes les autres dimensions : celle d'un accès égal à l'énergie, celle de l'égalité tout court, celle du développement humain.

Partisans de l'émancipation, nous pensons que la mobilisation mondiale doit définir des objectifs sociaux ambitieux, en rupture avec toutes les dominations qui régissent les rapports sociaux. Une approche communiste est donc non seulement légitime mais nécessaire : le monde tel qu'il est, avec ses inégalités abyssales entre les individus, les classes sociales et les sociétés, dans l'accès à l'énergie comme dans tous les champs de la vie sociale, n'est pas vivable ; le statu quo n'est pas possible ; l'enjeu n'est pas de revenir à une situation antérieure qui aurait été plus positive, mais de sortir de la préhistoire de l'émancipation.

La convergence entre la cause écologique et la cause humaine est notre parti pris, faute de quoi on choisirait soit de sacrifier l'avenir de la planète monde, avec un "progrès" aveugle aux conséquences des modes de production et de consommation (la dilapidation des ressources naturelles, l'effondrement de la biodiversité...), soit de renoncer à tout projet d'émancipation. Il dépend de nous que les énergies renouvelables ne soient pas seulement un nouveau marché du capitalisme vert, mais un pas vers l'autogestion dans l'accès à l'énergie, contre la marchandisation de tout.

De nombreuses pistes existent qui permettent d'espérer, que ce soit du côté des biotechnologies (microalgues, biomasse etc.), des sciences de la terre (géothermie, marées...), de la chimie (valorisation du CO_2).

Il faut d'ores et déjà préparer une énergie décarbonnée. S'impose une idée simple : il est incontournable de diminuer l'exploitation (dans des conditions souvent dangereuses pour les ouvriers) et la consommation des énergies fossiles - pétrole, gaz et charbon... - dont l'utilisation constitue la principale source de rejets de gaz à effet de serre (GES). Cela nous conduit à un nouveau parti-pris : aucune alternative énergétique n'est valable si la transition énergétique n'a pas pour axe principal la réduction des émissions de GES et des émissions polluantes (oxydes d'azote, oxydes de souffre, particules...) liées aux énergies fossiles. Rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre en compte pleinement l'enjeu de limiter fortement et rapidement les GES.

Nous sommes hostiles à l'abandon des objectifs de réduction des GES au nom de la sortie prioritaire du nucléaire. Nous sommes donc critiques par rapport aux propositions formulées pour une sortie du nucléaire en 5 ans, qui impliquerait que « *les énergies fossiles servent à assurer la transition d'une production d'électricité dont l'origine est à 78 % nucléaire en 2008, vers une production d'électricité principalement* → *issue des énergies renouvelables à terme*» (Réseau sortir du nucléaire). De même, nous savons qu'une sortie du nucléaire en dix ans est irréaliste sans une augmentation considérable de la part du fossile dans la production d'électricité. Nous réfutons donc l'opposition entre la lutte contre le réchauffement climatique et celle pour la sortie du nucléaire. Et nous nous inquiétons des oppositions entre écologistes qui privilégieraient l'un ou l'autre de ces combats.

L'avenir du nucléaire

Nous savons que la gestion du nucléaire est une nécessité incontournable. D'abord, il en existe des usages utiles et nécessaires, particulièrement en matière de santé. Si aucun de ces usages n'est dénué de dangers, il existe bel et bien des usages dont il faut prévoir la continuité, en en limitant les risques par des efforts de recherche substantiels. Ensuite, d'ores et déjà, le démantèlement des centrales nucléaires et la gestion des déchets sur de très longues périodes sont des obligations.

Un autre aspect est l'enjeu de la disparition du nucléaire militaire, c'est-à-dire de l'actuelle capacité de destruction de la planète et des hommes par les armes atomiques. **Débarrasser l'humanité de l'arme atomique**, objectif qui est lui-même à relier à celui plus général du désarmement mondial, **est un objectif fondamental d'une politique d'émancipation.**

Quant à l'électricité nucléaire, elle a pour elle des atouts (une production importante d'électricité à des coûts relativement réduits, peu de matière première...), mais elle a deux talons d'Achille. Le premier concerne la gestion des déchets, fardeau légué aux générations futures dont nous ne savons pas si elles seront en mesure demain de les traiter et, en attendant de savoir les traiter (ou qu'ils épuisent leur nocivité), de les sécuriser sans accident.

Le second concerne, non le risque d'accident lui-même, mais la transparence et la démocratie. Nous pensons concevable théoriquement qu'au terme d'un véritable débat public, une société fasse le choix de recourir à une solution énergétique comportant des risques, en s'efforçant d'en limiter la possibilité, par exemple en sanctuarisant le statut public du secteur concerné. Mais nous constatons que, dans la réalité, le nucléaire n'a jamais fait l'objet d'un débat public digne de ce nom.

Ce second talon d'Achille justifie à lui seul un moratoire sur la construction de nouvelles centrales et l'arrêt nécessaire et échelonné des vieilles centrales, sur les recherches lorsqu'elles ne sont pas dédiées à la sûreté. Cependant, c'est au titre du premier - le problème du legs des déchets - que nous pensons légitime de décider un arrêt progressif du nucléaire, en parallèle de la sortie des énergies fossiles.

La transition énergétique visera à remplacer simultanément les énergies fossiles et l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables et alternatives. Cette sortie du fossile et du nucléaire n'est pas concevable à l'échelle de quelques années, même si elle est urgente : elle doit être volontariste, maîtrisée, planifiée. Elle doit être un choix de société transparent, explicite, démocratique. ●

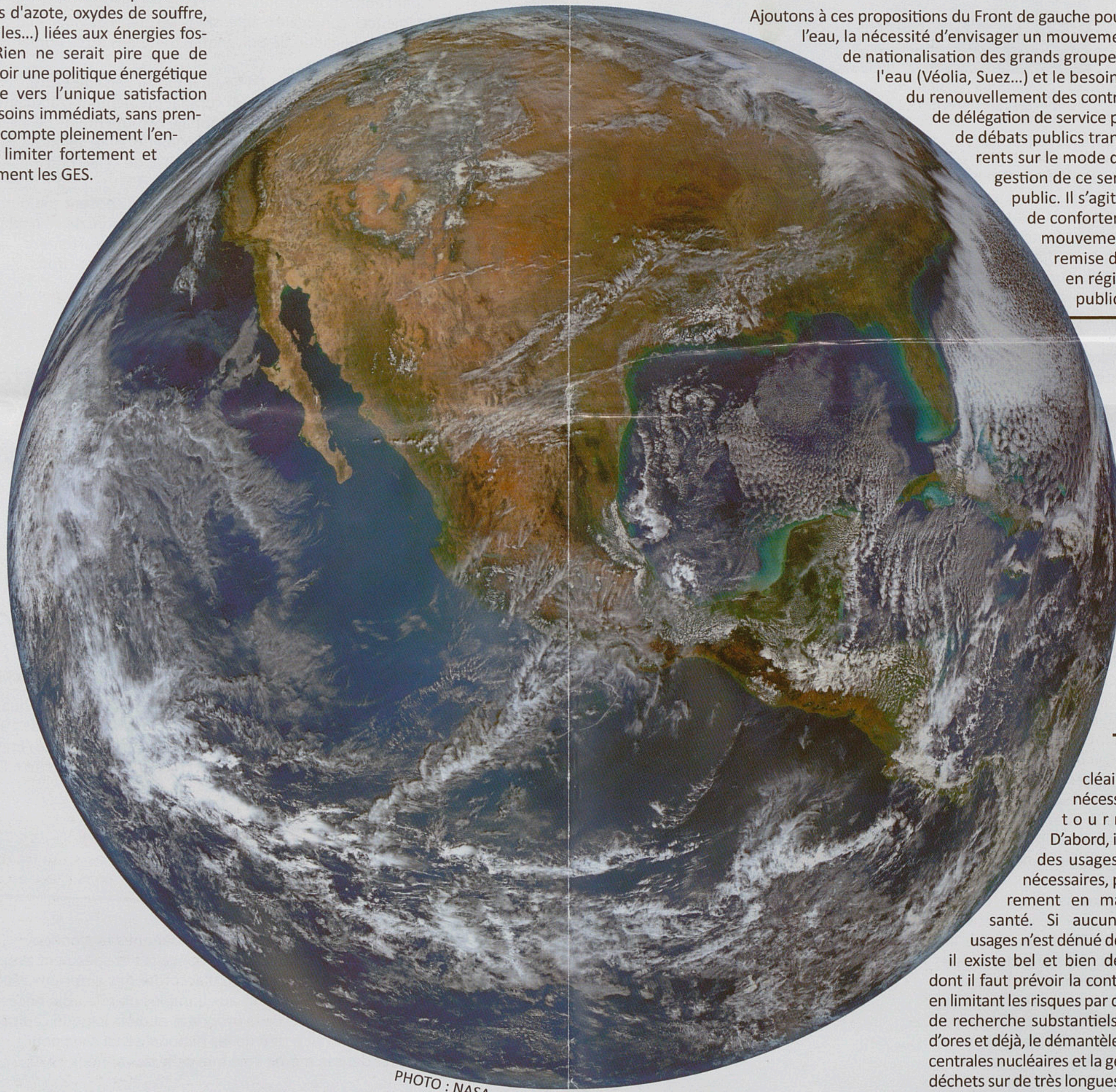
Vive la gratuité !

La gratuité, on nous dit qu'elle n'existe pas, car tout a un coût... Mais on confond souvent le fait qu'un service public a un coût pour la collectivité - et indirectement pour chacun - et le fait que son accès soit direct et gratuit, que le coût en soit mutualisé, que chacun puisse y accéder librement sans que la satisfaction de ses besoins ait à voir avec le montant de sa contribution financière. Il s'agit d'avancer vers la gratuité de ce qui est utile et nécessaire socialement.

Plutôt qu'une gratuité pour corriger les pire effets du système, nous proposons une gratuité d'émancipation. Ce qui est beau avec l'école publique, c'est qu'on ne demande pas à l'enfant s'il est gosse de riche ou de pauvre, il est admis en tant qu'enfant. Pourquoi ce qui est vrai pour l'école ne le serait-il pas, par exemple, pour les transports en commun, la santé ou d'autres biens et services ? Ainsi, la gratuité des biens et services fondamentaux réduit les inégalités. Loin d'être une utopie irréalisable, la gratuité des transports en commun a été décidée dans plusieurs villes et agglomérations. Celà entraîne une forte augmentation de leur usage et une diminution de l'utilisation de la voiture, d'où une baisse de la pollution et de l'encombrement des voies de circulation.

Cette amélioration s'accompagne d'un nouveau rapport aux transports en commun devenus le bien commun de tous. Les tensions liées aux contrôles et les inégalités d'accès dues aux tarifs et au revenus des personnes ont disparu. La suppression des postes de contrôleurs permet de réorienter le personnel concerné pour améliorer et développer les transports en commun. Et ceci est possible sans augmentation des impôts locaux, comme l'a démontré la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile qui a entièrement financé la perte des recettes provenant des usagers par l'augmentation de la contribution transport des entreprises (les salariés bénéficiant de ses transports).

La gratuité peut être également le fruit d'un libre travail de coopération des personnes, d'une mise en commun des connaissances et des compétences, comme le démontrent l'encyclopédie libre Wikipédia, sur Internet, ou les logiciels libres et gratuits. Le développement de telles pratiques permet à tous de s'émanciper des rapports marchands et d'accéder à ces outils. ●


PHOTO : NASA

«Avec les résultats obtenus par les chefs d'État et de gouvernement aux sommets de Cancun et de Copenhague, on va seulement continuer à réchauffer la planète de la même manière. Pour refroidir la planète, il faut changer de modèle économique et de modèle de développement, il faut en finir avec le capitalisme. Il faut que les puissances arrêtent de détruire la planète et l'environnement.»

Evo Moralès,
président de la République Bolivienne

Eau : bien public

Avec le Front de gauche, nous défendons résolument le droit inaliénable à l'eau comme bien commun de l'humanité en engageant un processus d'appropriation sociale de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Nous accompagnerons la gestion publique de l'eau par les collectivités territoriales compétentes afin de leur permettre d'en assurer la maîtrise publique et donc le contrôle par les citoyens, les élus et les usagers : un débat public aura lieu sur l'utilisation de ce bien commun. Les collectivités pourront décider par exemple la gratuité des premiers m³, la facturation progressive des mésusages ou encore des tarifs différenciés entre les ménages et les industriels.

Nous visons à constituer un grand service public de l'eau. Il reposera sur une organisation décentralisée et contrôlée localement par les collectivités, les usagers et les salariés. L'État interviendra contre la marchandisation de l'eau en mettant en place un mécanisme de péréquation nationale pour permettre des tarifs d'accès égaux au m³, avec l'objectif que les dépenses d'eau par famille n'excèdent pas 3 % de leurs ressources.

Nous voulons sortir du modèle économique qui fait supporter aux usagers, sur leur facture, l'essentiel des défis environnementaux et des futurs investissements nécessaires à la distribution et au traitement de l'eau, grâce à de nouvelles modalités de financement. Pour cela, nous créerons une filière publique des métiers et de la recherche sur l'eau et l'assainissement.

Ajoutons à ces propositions du Front de gauche pour l'eau, la nécessité d'envisager un mouvement de nationalisation des grands groupes de l'eau (Véolia, Suez...) et le besoin, lors du renouvellement des contrats de délégation de service public, de débats publics transparents sur le mode de gestion de ce service public. Il s'agit de conforter le mouvement de remise de l'eau en régie publique. ●

« Retarder toute action réelle après 2020 est un crime aux proportions mondiales. Une augmentation de 4°C de la température mondiale, permise par ce plan, est une condamnation à mort pour l'Afrique, les petits États insulaires, et les pauvres et les personnes vulnérables de l'ensemble de la planète. Le sommet a amplifié l'apartheid climatique, les 1% les plus riches de la planète ayant décidé qu'il était acceptable d'en sacrifier les 99%. »

Nnimmo Bassey,
président des Amis de la Terre International

Nos biens communs

L'intérêt public est beaucoup plus complexe à définir que l'intérêt privé. Le second se définit sous le règne du calcul égoïste, comme le disait Karl Marx : c'est le profit. Le premier concerne à la fois chaque personne et la société dans son ensemble : il s'agit de promouvoir l'égalité et la liberté, l'émancipation.

Ici s'est imposée peu à peu, grâce notamment aux forums sociaux mondiaux, **la notion de biens communs de l'humanité : l'eau, l'espace, le génome humain, la biodiversité, le patrimoine culturel public... tous éléments qui contribuent à la qualité de la vie, englobant à la fois le souci de la personne et celui de la planète. Ils sont étroitement liés à la qualité des relations sociales, à la mise en commun** qui permet la vie en société, à l'inverse de tout ce qui nourrit le repli sur soi et participe à la loi du marché.

La notion de biens communs contribue au débat sur la propriété : elle permet de souligner à la fois qu'il est nécessaire de combattre la marchandisation-privatisation de tout, mais aussi que la propriété étatique est loin de résoudre automatiquement les questions de protection, de gâchis et d'égalité. Cela conduit à distinguer la question de la propriété des biens communs, de celle des usages qui en sont faits. Ainsi, il ne suffit pas de lutter contre le libéralisme ni même contre le capitalisme, car on peut être anticapitaliste et favorable à un productivisme qui dégrade la nature et ne répond pas aux besoins sociaux. Et aussi, il est nécessaire que les choix de société soient réellement partagés, et non imposés d'en haut.

La notion de biens communs a vocation à favoriser l'autogestion et les technologies ouvertes, développées et contrôlées démocratiquement, plutôt que les technologies possédées par les seules "élites". La dimension éthique se trouve ainsi fortement valorisée - en s'appuyant sur le désir de solidarité et de paix. **Il faut bien sûr prendre garde à ne pas s'en tenir à des principes généraux qui ne seraient pas traduits concrètement.**


Les abeilles, exemple de bien commun pour la biodiversité.

Dans notre société, il existe déjà nombre de domaines et d'expériences où la pression commerciale est mise de côté au profit de logiques coopératives, gratuites, transversales, qu'il s'agisse d'initiatives pour préserver et valoriser la biodiversité, défendre et promouvoir la diversité culturelle ou favoriser les réseaux sociaux et les services non monnayés. Il en est ainsi des formes de productions locales, décentralisées, où la production commune et de proximité affaiblit l'économie capitaliste, mais aussi de la circulation du savoir sur le Net, avec les multiples expériences de savoir partagé.

Depuis le début des années 2000, plusieurs pays d'Amérique latine ont engagé des politiques en faveur des biens communs : renationalisation de l'eau en Bolivie, en Argentine et en Uruguay, d'une partie des hydrocarbures au Vénézuela, en Bolivie et en Équateur... Le contrôle de ces biens publics, qui avaient auparavant été privatisés sur injonction du FMI et de la Banque mondiale, s'est réalisé grâce à d'importantes mobilisations populaires. Ces pays se sont appuyés sur le fait que les pouvoirs publics disposent du droit inaliénable de propriété et d'exploitation des ressources naturelles. Mais c'est l'action pour l'amélioration des conditions de vie et pour la satisfaction des droits humains fondamentaux qui est déterminante. ●

+ d'infos

Version longue du texte :
http://www.cerisesenligne.fr/file/media/altercommunistes2

http://lafederation.org/images/stories/documents/alternative_ecologique/la%20transition%20nergtique.pdf

Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM)
http://www.reseau-ipam.org/rubrique.php3?id_rubrique=47/
Forum social européen : http://www.fse-esf.org/
Forum social mondial : http://www.forumsocialmundial.org.br/

L'éducation et la culture contre la xénophobie

Maltraitées par la droite, l'école et la culture seront au coeur d'un nouveau projet de société. Face à tout ce qui divise le peuple : l'émancipation de chacun et de tous.

Où mettons-nous notre colère ? Dans la haine des étrangers et la bêtise raciste ? Dans le mensonge sur les origines de la crise (trop de social, trop de partage) ? Ou dans la solidarité ? Dans l'égalité entre tous et toutes ? Dans le combat pour tout changer ? Et où mettons-nous les moyens du service public ? Dans l'éducation, dans la santé et dans la culture ? Ou dans la répression et la prison ?

Au cours des dernières années, la droite s'en est pris à l'ensemble des services publics et, plus particulièrement, à l'école. Elle y a supprimé des dizaines de milliers de postes. Elle a tourné le dos à toute ambition en matière d'égalité. Il ne lui pose aucun problème que l'école fonctionne aujourd'hui comme une machine à reproduire voire à amplifier les inégalités. Et qu'en définitive, des dizaines de milliers d'élèves se retrouvent sans formation, sans emploi et dans la précarité.

AFFICHE : MICHEL QUAREZ

Pour Sarkozy et ses amis, l'éducation est secondaire. Et la culture aussi. Ce qui compte, ce qui a fait sa marque de fabrique face aux problèmes sociaux, c'est le discours sécuritaire et répressif.

Qu'a produit la multiplication des lois, de plus en plus dures pour faire semblant d'agir, au gré des faits divers instrumentalisés à son profit ? Cela n'a rien changé au quotidien dans les quartiers. L'insécurité a augmenté. Elle a augmenté sur fond de désespoir et de chomage. Et les premières victimes de l'insécurité sont les pauvres, car ceux qui commettent les délits s'attaquent d'abord au plus faibles et aux plus proches d'eux-mêmes.

L'éducation et la culture plutôt que la prison

Personne, bien sûr, ne croit à des solutions magiques. Mais toutes les solutions utilisées depuis des années ont échoué : elles ont aggravé la situation, comme la prison aggrave l'implication dans des délits des plus jeunes qui la connaissent. La prison n'est en aucun cas une solution : elle est au contraire toujours un échec. C'est pourquoi plutôt que de la prison et de la répression, il faut de l'éducation et la justice.

Plus largement, les problèmes de société sont toujours présentés comme devant être résolus par des mesures où les institutions disent quels sont les bons comportements, avec le développement de nombreuses formes de contrôle et de normalisation. On est loin d'une société d'adultes, où l'on permettrait à chacun de faire ses choix en connaissance de cause et où la répression serait un dernier recours, lorsqu'ont été épuisées toutes les autres possibilités.

Ce qu'il faut, c'est inventer une autre logique. Elle consiste à garantir l'égalité, à l'école et dans la vie. Elle consiste à permettre à chacun d'être maître de sa vie et de se prémunir contre les conduites à risque. **Il s'agit de mettre l'éducation, l'éducatif, la prévention au cœur des politiques publiques**, sans croire que l'école puisse tout résoudre mais en aidant les jeunes et les parents, en développant des services publics au plus proche des quartiers. C'est cela qui peut changer les choses concrètement.

Libérer la culture

Dans le domaine culturel aussi, la question est bien de prendre le pouvoir. Récemment à Nantes, François Hollande, devant un public de professionnels, a eu des mots très durs sur la politique culturelle de l'actuel occupant de l'Elysée en dénonçant, notamment, la Révision générale des politiques publiques, c'est-à-dire le système bureaucratique destiné à réaliser des coupes budgétaires. Cependant, quelques "envolées" plus loin, il précisait que la question n'était pas « *uniquement* » budgétaire et qu'il souhaitait « *sanctuariser* » le budget de la culture : en clair, ne pas l'augmenter.

Il est temps d'enflammer ce débat et d'en faire un enjeu politique. Les fractures qui traversent notre société, la montée des racismes, des peurs, les tensions multiples appellent une mobilisation populaire en faveur d'une vie digne où le partage et le respect mutuel s'appuient sur une vie culturelle riche. Pour ne pas se tromper d'ennemi, il faut apprendre le monde. **Pour lutter pour plus de liberté d'actions, dans l'entreprise comme dans la cité, il faut des projets d'éducation populaire sur tout le territoire. C'est un enjeu de civilisation.**

Deux propositions pour ouvrir un débat qui n'a jamais lieu. D'abord, il faut finir avec la main mise des sociétés de production sur les programmations artistiques. Dans le secteur théâtral et singulièrement dans le milieu musical, elle se comporte en prédatrice. La loi de l'offre et de la demande n'a aucune limite et rares sont les programmateurs qui osent tenir tête à ces vendeurs d'art d'un nouveau genre. Les prix de vente varient de 1 à 10 et plombent les budgets des salles de concerts et des collectivités. Les prix n'ont plus aucun rapport avec l'économie réelle du secteur. Cette hausse des prix (on parle de 130 000 euros pour un concert de Noah...) ne profite évidemment pas aux intermittents sur le plateau ou en coulisse mais à des têtes d'affiches aux salaires footballistiques et des sociétés de productions aux frais de communication budgétivores. Les grands perdants sont les artistes, les programmateurs, le public...



Les Anonymous forment un mouvement destiné à défendre les libertés, sur Internet et ailleurs. DR

Pour défendre une création vivifiée et vivifiante, il faut libérer des lignes budgétaires pour aider à la création. Pour démocratiser l'accès à la culture, il ne faut pas des marchandises dont la rareté n'a d'égal que leur aspect éphémère. **Il faut des lieux culturels qui multiplient les rendez-vous, qui deviennent des lieux de vie où le public apprend à prendre des risques.** Pour cela, il faut remettre les sociétés de production et la loi de l'offre et de la demande à leur place.

Autre sujet étrangement absent des différents programmes, il faut questionner la gouvernance des lieux culturels ! C'est un sujet d'une opacité sans nom et un véritable tabou à gauche. Qui dirige les lieux culturels ? Qui tire les bilans et sur quels critères ? Tétanisés par la peur de restreindre la liberté de création, les élus des collectivités ne sont pas à l'aise avec ce genre de questions.

Les équipements culturels, associatifs ou gérés par des collectivités, sont pourtant financés par les impôts de tous. L'absence des artistes dans leur gestion est un symptôme de notre époque qui les considère comme des produits, et non comme des acteurs potentiels d'une vie artistique largement diffusée au cœur de la société.

De la même manière, les citoyens sont devenus des spectateurs consommateurs, et non des spect'acteurs (selon le bon mot du musicien Bernard Lubat). Que risquent les salles de spectacles à faire entrer le public dans la vie quotidienne de leurs lieux ? Comment élargir le public en ne comptant que sur la communication et sans s'appuyer sur la force d'une mobilisation sociale ? De quelle appropriation parlons-nous quand tous les pouvoirs sont confisqués ?

Évidemment, le public ne peut pas tout faire. C'est pour cette raison qu'il y a une multitude de métiers dans la culture. Mais enfin, comment transformer la société par l'art sans lui faire une place dans la gestion des lieux culturels ? Qui ouvrira le débat sur le partage du pouvoir dans les lieux culturels ? ●

« Il faut bien se rendre compte que nous sommes TOUS stigmatisés, par delà les questions de couleur. Il est donc préférable pour tout le monde que la société soit plus juste. Je ne me détermine pas par ma couleur de peau et je ne laisse personne me déterminer ainsi ».

Lilian Thuram,
footballeur

Ecole : la réussite pour tous !

Une véritable école progressiste se doit d'être avant tout une école humaniste, laïque, indépendante des logiques de marché et de l'utilitarisme économique. Une école qui renoue avec la culture, la connaissance et les idéaux collectifs et en particulier cet objectif : pas un jeune ne doit en sortir en échec ! Elle doit permettre à tous les jeunes, scolarisés de trois à dix-huit ans d'acquérir une culture commune de haut niveau, une qualification reconnue et de s'émanciper. Il faut en finir avec toutes les formes de compétition scolaire : notes, classements, filières et voies de formation ségrégatives.

Ce sera une école qui, à l'inverse des politiques actuelles, cessera de considérer ses personnels comme un fardeau. Contre toute forme d'autoritarisme, elle s'appuiera sur des professionnels respectés et revalorisés, dotés des moyens de bien faire leur travail. Elle redonnera aux enseignants une véritable liberté d'initiative pédagogique, nourrie des progrès des sciences de l'éducation. Elle donnera à tous les personnels éducatifs, aux parents d'élèves et aux jeunes toute leur place.

C'est un projet d'école commune, qui s'inscrit dans un projet global de transformation sociale. ●

« Sarkozy préfère créer des places de prisons plutôt que des classes d'école... ça coûte moins cher ! »

« Pour l'égalité à l'école, tout reste à faire »

« Ils préfèrent la non-culture TF1 que permettre l'accès de tous à des biens culturels de qualité »

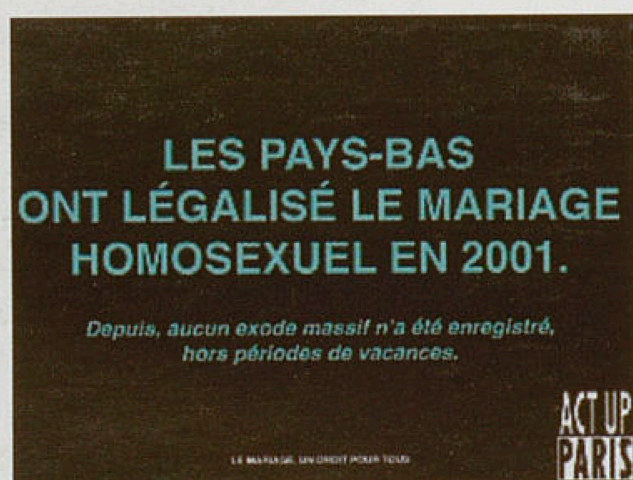
« Si l'Etat ne respecte pas les profs, qui va les respecter ? »

« Le respect de la vie privée est un des acquis inaliénables de la modernité et du progrès qui lui est attaché. L'État a le droit et le devoir de veiller à la neutralité religieuse dans l'espace public et à l'application du principe de laïcité, mais conformément à l'esprit et à la lettre de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, à savoir dans le respect des convictions religieuses de chacun et de chacune, et tant que l'expression de ces convictions n'empiète pas indûment sur cet espace. »

Esther Benbassa, sénatrice Europe écologie les verts du Val-de-Marne

La liberté sexuelle contre l'homophobie

Il convient de le rappeler, l'homophobie tue. Ainsi, dans 7 pays, l'homosexualité est passible de la peine de mort. Et dans 76 autres pays, elle est pénalisée avec, pour 30 d'entre eux, des peines d'emprisonnement supérieures à 10 ans.
C'est pourquoi le combat pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité est essentiel.



En France, il est urgent :
- d'en finir avec l'inégalité devant le mariage, car quoi qu'on pense du mariage, le fait qu'il soit interdit à des personnes de même sexe constitue une discrimination.
Le mariage doit être possible à tous les couples sans distinction de sexe, ni de genre.
- d'étendre les droits des personnes pacsées
- de transformer le droit de la famille, notamment en ouvrant le droit à l'adoption aux homosexuels.

Dans ces différents domaines, les citoyens sont en avance sur les politiques : ainsi, selon un sondage de janvier 2012, 63 % des citoyens sont favorables au droit des homosexuels à se marier et 56 % à ce que l'on accorde aux couples homosexuels la possibilité d'adopter un enfant.

Il faut enfin soutenir le monde associatif et syndical luttant contre les discriminations à l'égard des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transsexuels. Et mettre les députés comme Christian Vanneste (ex-UMP), hors d'état de nuire. ●



En France ?
63 % des citoyens sont favorables au droit au mariage des homosexuels.
Qu'attendent les députés ?

Marine Le Pen : l'imposture

Avec la fille Le Pen, le FN tente de reprendre des thèmes progressistes pour les détourner. Ainsi parle-t-elle d'«*un État luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi*» et elle dénonce désormais « *les principes destructeurs de l'ultralibéralisme et du libre-échange, au détriment des services publics, de l'emploi, de l'équité sociale et même de notre croissance économique*». **Mensonge, car le FN parle aussi de diminuer les dépenses des collectivités territoriales et donc les services publics.** Haro sur les fonctionnaires et sur les étrangers ! À bas les droits sociaux ! Derrière le vernis social-républicain et le discours prétendument protecteur se cache une version nationaliste du capitalisme.

Très loin de la remise en cause du système, il s'agit de récupérer les mécontents en les amenant dans une impasse, ce qui finalement pérennise le système : **le FN cache les responsabilités du capitalisme dans les problèmes, mais il se fait fort de désigner des responsables imaginaires pour mieux détourner l'attention.** D'où le renvoi permanent aux immigrés comme cause principale de tous les maux. Comme si les immigrés étaient ceux qui délocalisaient les entreprises, qui licenciaient, qui empochaient les profits, qui mettaient en déficit la sécurité sociale à coût d'exonérations de cotisations patronales sans contrepartie...

Et puis, il y a cette idée sous-jacente travaillée par le FN, mais aussi par les soutiens du capitalisme, qu'il n'y aurait pas de place pour tout le monde dans la société, qu'il n'y aurait pas les moyens de répondre à tous les besoins et qu'il faudrait faire des choix : trier entre les bons et les mauvais individus, voire entre les bonnes et les mauvaises "civilisations".

Face à cette vision archaïque de la société, les dénonciations purement morales auront peu de chance de produire des effets. Il faut surtout démontrer que les causes des problèmes sont ailleurs, que d'autres voies sont possibles pour que tout le monde puisse vivre dignement et s'épanouir, que le peuple a la force de tout changer s'il s'unit contre ceux qui le dominent et qui l'exploitent.

Le FN trompe son monde. Par exemple, parmi les 61 % des électeurs du FN qui étaient opposés à la réforme des retraites de Sarkozy, combien savaient que le FN était alors pour la retraite à 70 ans et qu'il est encore favorable à un recul de l'âge de départ effectif à la retraite ? Aujourd'hui, il tente de s'adapter à la situation nouvelle créée par les crises, en gommant les aspects les plus ultra-libéraux de son programme.

Le FN est-il en train de se transformer en une "nouvelle droite nationale-populaire" et de prendre ses distances avec l'extrême-droite radicale ? Peut-être, mais il n'en reste pas moins raciste et xénophobe, c'est-à-dire promoteur des pires oppositions entre tous ceux qui ont intérêt à mettre en cause le capitalisme. La transformation sociale façon Front national, c'est le passage du capitalisme libéral mondialisé au capitalisme national-populiste. Pour cela, il utilise le nationalisme - qui est au cœur de tout racisme et de toute xénophobie - essayant de profiter des effets négatifs de la mondialisation. Alors qu'un nouveau monde émerge où l'étranger n'est plus seulement celui qui vit loin d'ici, mais aussi le migrant, où chacun sera amené à voyager beaucoup plus, voire parfois à travailler et vivre loin de son pays de naissance, le FN manie la nostalgie d'un monde qui n'existe plus et fabrique la haine de la différence.

Force est de constater que les idées d'extrême-droite sont déjà à bien des égards au pouvoir en France, avec une droite qui utilise les peurs pour focaliser le débat sur le sécuritaire et une gauche qui, souvent, n'a pas le courage de l'affronter. C'est pourquoi **il est nécessaire de lutter non seulement contre le Front national mais aussi contre toutes les formes de xénophobie.** ●

+ d'infos

http://lafederation.org/images/pdf/fase-lgbt_12_01.pdf
http://www.mrap.fr/
http://www.ldh-france.org/
http://www.contrelesdiscriminations.fr/liens.asp

Halte aux croisades contre les musulmans

Chaque période a eu et a encore ses bouc-émissaires. Hier, les Juifs, aujourd'hui, les Musulmans. Toujours, les Roms. Ils sont présentés comme responsables de tous les maux pour détourner des vrais problèmes économiques et sociaux. Il en est ainsi par exemple des polémiques sur le voile et sur le port du Niqab. Si l'on veut lutter contre les obscurantismes et les intégrismes religieux, qui concernent toutes les religions, c'est l'éducation et la liberté qui doivent primer car ce sont elles qui permettent à chaque individu, homme ou femme, de faire lui-même les choix qui le concernent. Au lieu de cela, on pointe du doigt, on caricature, alors que les moyens manquent pour protéger les femmes victimes de violence et qu'on ne fait rien, ou presque, pour la prévention.

Certains oublient que la laïcité n'est pas l'intolérance à l'égard des religions : elle consiste à assurer la neutralité de l'État par rapport à toutes les convictions et religions, tout en garantissant la liberté de culte et celle de ne pas avoir de croyance religieuse. On oublie aussi trop souvent que les discriminations sont interdites, dans la cité comme à l'embauche et dans l'entreprise. De son côté, le Sénat vient de décider d'une obligation de déclaration des orientations religieuses des assistantes maternelles, qui pourraient être consignées dans leur contrat de travail. C'est un tournant car il s'agit pour la première fois d'une intrusion dans la vie privée. La vocation de la laicité est de contribuer à bien vivre ensemble dans notre diversité, et non d'encourager l'exclusion. ●

d'ailleurs nous sommes d'ici

D'ailleurs nous sommes d'ici est à la fois une campagne et un réseau, portés par de nombreux organisations et individus.

Au-delà des indispensables batailles sur les différentes mesures gouvernementales anti-immigrés et sécuritaires, il s'agit aussi de mener la bataille des idées face à la multiplication et à la libération de la parole raciste et xénophobe, de renforcer les différentes luttes existantes, et de créer un mouvement antiraciste en profondeur et de longue durée pour réaffirmer qu'une autre logique de société est possible.

http://dailleursnoussommesdici.org/

Face au capitalisme usé, quel nouveau communisme ?

Parler de communisme, c'est dire clairement qu'on ne se situe pas seulement dans un débat d'idées ou dans la critique contre l'existant, mais qu'on souhaite agir pour transformer la société.

Tout d'abord, le diagnostic, largement abordé dans ce journal. Le capitalisme pose des problèmes insurmontables par lui-même, car ils mettent en jeu sa nature. Il généralise la marchandisation de tout : tout doit générer du profit pour quelques-uns pendant que le plus grand nombre est appelé à se sacrifier et à être exploité davantage. Pour maintenir son pouvoir, il dévalorise le vrai, le juste et la dignité, au profit de la dictature de la rentabilité. Il fait régner l'économie au-dessus de toutes les valeurs de respect et de solidarité, aux antipodes de la démocratie, répétant inlassablement qu'aucune alternative ne serait possible. En résumé, le capitalisme produit de la violence, à l'image des effets de la crise financière, où les gouvernements sont les exécutants des actionnaires et des multinationales. Résultat, des sociétés et des peuples maltraités, des millions de chômeurs et de précaires en plus, des services publics démolis. Et une perte de sens qui produit du désespoir quand on ne voit plus que **la seule voie possible est d'agir ensemble pour VIVRE ENSEMBLE.**

Nos aspirations, nos désirs se heurtent de plus en plus à ce système en crise. Par exemple, on voudrait nous dresser les uns contre les autres, alors que nous voulons au fond être solidaires. On voudrait tout régler par la contrainte et la répression, alors que nous voulons plus de liberté et plus de temps libre. On voudrait interdire la critique et nous discipliner lorsque nous voulons nous cultiver et être chacun soi-même : **tous égaux et tous différents à la fois !** On voudrait nous obliger à choisir entre le social et l'écologie, alors que nous voulons les associer.

Si l'on partage - un peu, beaucoup, passionnément... - ces constats, on peut soit se résigner, par exemple en se réfugiant dans l'indifférence et le chacun pour soi, voire dans une colère qui amplifie la violence sans rien changer - c'est l'option du vote pour le FN - , soit agir pour changer les choses avec tous ceux que cela intéresse. C'est le sens de notre communisme.

« Bien des choses donnent la vive impression d'une "fatalité du pire"; il n'y faut pas céder. On peut commencer à inverser la tendance. L'immense écho du Indignez-vous ! *de Stéphane Hessel est plus qu'un indice. Frappante est la charge éthique des indignations passant aujourd'hui à l'acte, en claire résonance avec la dimension éthique des causes civilisationnelles à défendre. Quelque chose de profond remue la politique. (...) l'heure est ici à l'invention. »*

Lucien Sève, philosophe

Communisme ?
Pourquoi porter le mot "communisme" qui, pour certains, reste entaché par l'époque du socialisme dans les pays de l'Est, et qui, pour beaucoup, n'a pas de sens ? Pour "annoncer la couleur", c'est-à-dire pour dire clairement que nous ne sommes pas seulement des "anti" (anticapitalistes, antiproductivistes, anti-domination...) : nous portons une ambition globale, en positif. **Nous nous situons dans l'idée d'un dépassement du capitalisme, d'un ordre économique et social transformé, dans un horizon débarrassé de toutes les dominations.**

Nous portons l'exigence de l'égalité entre tous - entre hommes et femmes, entre Français et étrangers... - et l'exigence de respect de la nature et des biens communs de l'humanité. Cela nécessite de porter l'exigence de l'appropriation par la société des moyens de production, contre la privatisation aux bénéfices de quelques-uns.

Et nous portons l'exigence de la paix et de la solidarité internationale, qui passe par le développement humain en général et par l'abolition de l'arme atomique en particulier.

Ce que nous appelons le nouveau communisme, c'est le mouvement citoyen d'appropriation de la politique et de construction solidaire de la société. Un mouvement d'émancipation, à la fois individuelle et collective. Une conception où la politique ne se noie pas dans la formulation de promesses et où les contraintes ne viennent pas sans arrêt interdire de transformer les choses.

Pour nous, il n'existe pas de fatalité à ce que le monde soit injuste et violent. Il est possible d'œuvrer pour qu'il soit juste et pacifique, en combattant tous les facteurs de crise et de violence, en faisant progresser la solidarité. Par la création de services publics, par l'éducation, par la culture de paix, par un développement économique soucieux conjointement des hommes et de la nature, par des ruptures et des avancées émancipatrices dans tous les domaines...

Certes, tous les problèmes ne peuvent être résolus d'un seul coup, mais nous pouvons faire décroître et dépasser ce qui nuit (la production d'armes, les conflits aussi bien au niveau local qu'au niveau planétaire, la production de gaz à effet de serre, les gâchis d'énergie et de ressources humaines, les activités qui menacent la biosphère...) et développer ce qui est utile à la société.

Le peuple, acteur et décideur
Pour nous, il n'existe pas de hiérarchie entre les dominations, les unes sur lesquelles il faudrait se concentrer, les autres à abolir ultérieurement.

Les révolutionnaires d'hier ont beaucoup perdu à considérer qu'il existait un seul enjeu central : l'exploitation capitaliste. On avait tort de remettre à demain la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes, et celles contre les discriminations. En fait, la société fonctionne comme un tout, où chaque élément a, à la fois, une certaine autonomie et une dépendance par rapport aux autres. Toute lutte particulière peut se nourrir et nourrir le combat global pour un autre monde : les mouvements se fortifient mutuellement.

Ainsi, le communisme du 21ème siècle ne concerne pas seulement telle ou telle partie du peuple, qu'il s'agirait d'éclairer ou de guider : il concerne le peuple en général et il anime tous ceux qui le souhaitent.

Pour nous, il n'existe pas de modèle à copier pour concrétiser le communisme. Il existe des possibilités dans la société et il est nécessaire d'en débattre pour avancer dans la diversité de nos aspirations.

Quel avenir pour l'État ?
Ainsi, nous débattons par exemple de la place et de l'avenir de l'État. Il est à la fois espace de compromis, régulateur économique et social, et un espace de reproduction des rapports sociaux, garant de la domination du capital.

Aujourd'hui, il n'est plus garant du "contrat social" et dans le système économique actuel le retour à l'ancien "État providence" est illusoire car dans le monde d'aujourd'hui l'interdépendance est très forte. Cela renvoie aux enjeux d'extension de la démocratie, de dépassement des institutions actuelles (quelle VIème République ?), de développement de formes d'appropriation des moyens de production et d'appropriation par les citoyens des pouvoirs de décision. Le problème est d'inventer de nouvelles formes politiques, notamment pour ne pas reproduire ce qui a échoué dans les pays de l'Est de l'Europe. Pour cela, il faudra de nouvelles modalités d'implication des citoyens (salariés, usagers, élus...).

Nous débattons aussi des formes de la politique. La forme traditionnelle des partis, calquée sur le modèle de l'État, est dépassée. Mais comment créer de nouvelles formes pour l'implication dans la politique de ceux qui ne sont pas et ne veulent pas être des professionnels de la politique ? Il ne suffit pas d'envisager sur le papier la politique comme un mouvement d'appropriation de la politique. Il faut par exemple envisager de nouveaux modes de représentation, de nouvelles institutions ; construire la politique avec les citoyens en mouvement, mobilisés, ne pas les priver de leurs prérogatives, et au contraire transformer le rôle des élus pour en faire des partenaires du mouvement.

Loin d'être un projet ficelé, un dogme ou une théorie à appliquer mécaniquement, notre communisme s'élaborera au fur et à mesure des luttes unitaires menées avec tous ceux qui ne se satisfont pas de la société actuelle. •

Que voulons-nous ? Tout !

Toute régression sociale et toute discrimination, toute précarisation de la vie, toute souffrance (au travail, chez soi...) est un recul collectif qui concerne tout le monde : la liberté et le progrès humain ne se divisent pas.

Ceux qui veulent que rien ne change utilisent constamment les oppositions entre les citoyens et entre les luttes : les précaires contre les salariés, les salariés pauvres contre les chômeurs, les Français contre les étrangers, les hétérosexuels contre les homosexuels...

Au contraire, nous pensons qu'il faut promouvoir l'égalité en général, s'attaquer à toutes les discriminations, et non se limiter à exiger certains droits. C'est ainsi que la politique peut être la conquête d'espaces de liberté et d'égalité : par l'action citoyenne et par la convergence des forces sociales - associations, syndicats - et politiques. •

« Le capitalisme a fait son temps. Tournons la page. »

« Le communisme n'est pas un parti ni une théorie. C'est le combat pour transformer les choses. »

« A quoi bon faire de la politique si c'est pour ne rien changer ? »

« Nous voulons indissociablement continuer autrement notre engagement communiste et travailler, sans esprit de boutique, dans les différents espaces-passerelles de la gauche d'alternative – que nous voulons ouverts, évolutifs, transitoires – au métissage des cultures communistes, socialistes, écologistes et libertaires.»

Jacqueline Fraysse, députée (FASE) des Hauts-de-Seine

Réinventer la révolution

Pendant longtemps, on a opposé réforme et révolution. Et il existe bien deux orientations principales au sein de la gauche : une orientation socialiste ou sociale-démocrate, plutôt axée sur l'atténuation des pires effets du capitalisme par des mesures d'accompagnement social, et une orientation de transformation sociale et écologique, ou communiste, qui souhaite s'attaquer aux causes des problèmes par un dépassement du capitalisme. A certains moments, ces options ont conquis ensemble des majorités dans les urnes, mais depuis trente ans ces majorités ont souvent déçu. Et finalement, aujourd'hui, il n'y a plus guère d'espace entre la défense pure et simple du capitalisme et la nécessité de le dépasser.

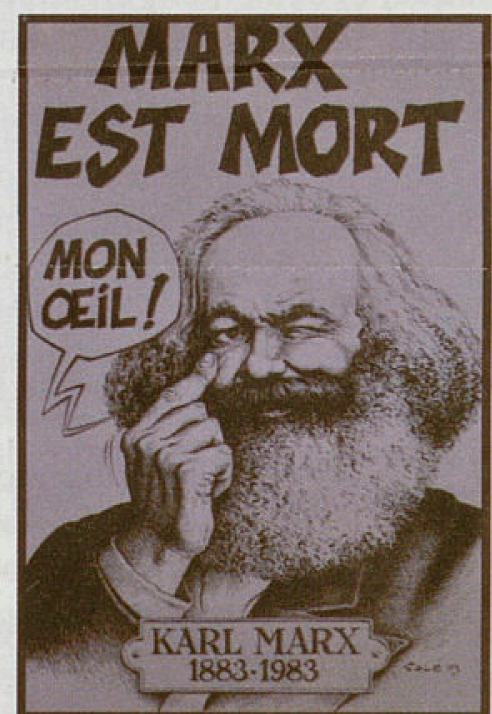
Faute de faire ce dernier choix, tous les gouvernements d'Europe ont mené ou mènent des politiques anti-sociales. Réinventer la révolution, c'est envisager comment changer réellement la face du monde dans les conditions d'aujourd'hui. Cela intègre, et cela dépasse en même temps, la question des élections. C'est à la fois dans les têtes, dans les rues et dans les urnes qu'une transformation peut se réaliser. Il y a d'abord l'ambition qu'on se fixe : s'agit-il d'aménager le système pour le rendre moins cruel, de seulement s'opposer à ce qui existe, de conquérir le pouvoir pour en tirer profit ? Ou s'agit-il de permettre à chacun d'être acteur des choix de la société, afin que ceux-ci soient au bénéfice de tous ?

C'est aussi envisager les voies permettant des changements profonds. Vouloir changer seulement par petits pas, sans mettre ces petits pas dans une perspective plus large, c'est se destiner à ne pas réussir à changer durablement le cours des choses. Il faut donc avoir une idée des transformations à opérer sur le long terme et prendre des mesures concrètes qui permettent d'avancer dans ce sens.

Quant à l'ampleur du mouvement nécessaire, si celui-ci peut être engagé dans chaque pays, il ne pourra en définitive obtenir des transformations suffisamment profondes, pour chaque pays et pour tous, que s'il s'organise à l'échelle planétaire. C'est la convergence entre les mouvements dans différentes régions qui peut accélérer les choses.

Par exemple, aujourd'hui en Amérique latine, de nombreux pays ont engagé des politiques économiques et sociales, des politiques éducatives et de santé qui rompent avec la logique libérale. N'est-il pas possible de s'en inspirer pour changer les politiques françaises et européennes ?

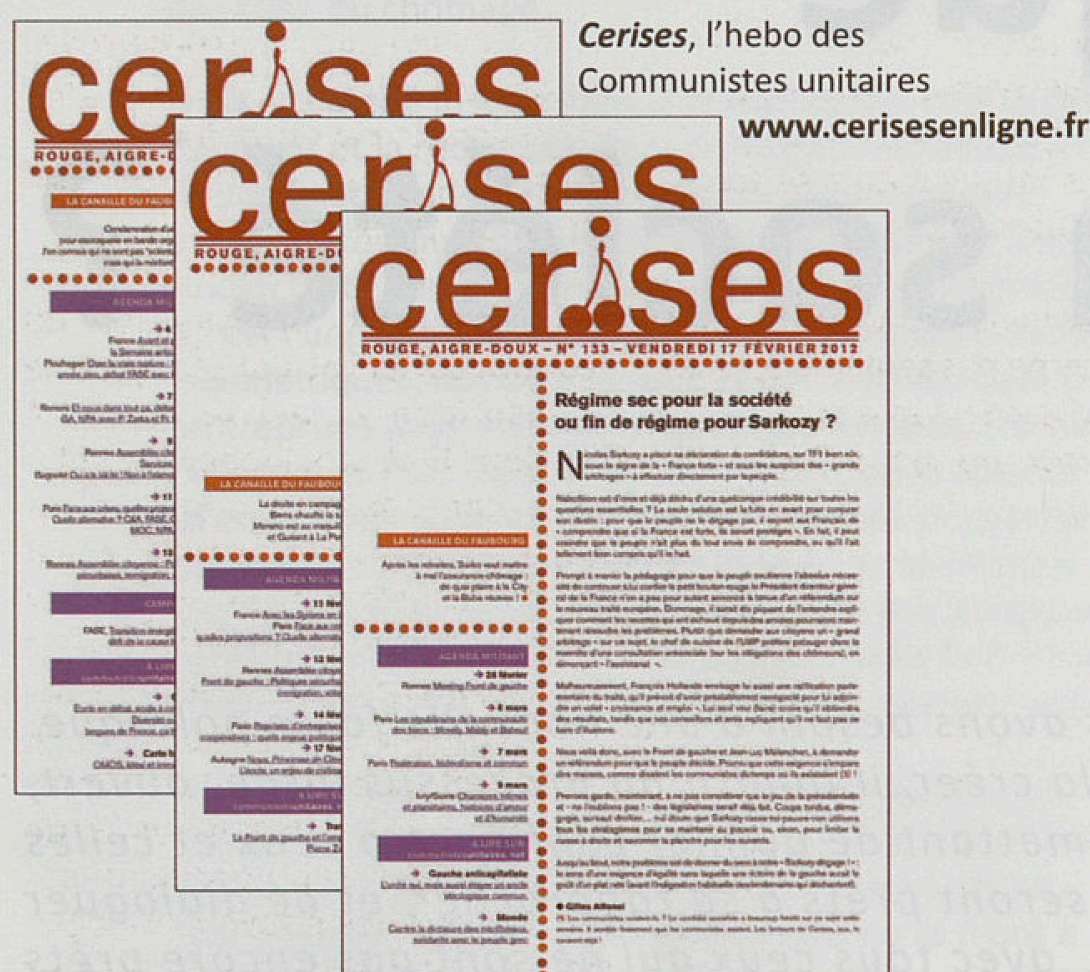
Si personne ne peut planifier une révolution, il est selon nous possible de contribuer à ce que l'enjeu d'une transformation radicale de l'ordre des choses soit posé. ●



SOLE

+ d'infos

http://www.communistesunitaires.net
http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=336



cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 133 – VENDREDI 17 FÉVRIER 2012

Régime sec pour la société ou fin de régime pour Sarkozy ?

Cerises, l'hebo des Communistes unitaires
www.cerisesenligne.fr

Les Communistes unitaires

L'Association des communistes unitaires (ACU) est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se vivent communistes, indépendamment de leurs éventuelles appartenances (passées ou présentes). Elle vise à mutualiser les efforts de ceux pour qui un engagement communiste refondé peut être utile à la transformation de la société.

Parce qu'elle entend y travailler avec d'autres, elle est l'une des composantes de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE : http://lafederation.org), qui réunit des militants et des forces de différentes sensibilités de la gauche de transformation. La FASE participe depuis juin 2011 au Front de gauche.

L'ACU et la FASE sont partie prenantes de la campagne des élections législatives et présidentielle, avec le Front de gauche et la candidature de Jean-Luc Mélenchon. ●



AFFICHE : MICHEL QUAREZ

Altercommunistes
2ème trimestre 2012

Ce journal est édité par l'Association des communistes unitaires.

Ont participé à sa conception et à sa réalisation :
Gilles Alfonsi (coordination), Louis Aminot, Nanie Bellan, Bruno Bessière, Bernard Calabuig, Laurent Eyrault-Chaume, Michèle Kiintz, Sylvie Larue, André Pacco, Philippe Stierlin, José Tovar, Pierre Zarka.

Sources
Textes de l'hebdomadaire *Cerises,* de militants de l'ACU, de la FASE et du Front de gauche, Paul Ariès sur la gratuité et Madjid Messaoudène sur l'eau.

Photothèque du mouvement social : http://www.phototheque.org/

Photo de la planète : NASA

Remerciements spéciaux à Michel Quarez pour ses affiches (p. 4, 5, 10 et ci-contre).

« Ras le bol de la division entre les forces de la vraie gauche ! »

« Le Front de gauche, c'est bien. Encore plus citoyen, ça serait mieux ! »

« Plutôt qu'un catalogue de promesses, nous avons besoin de savoir quelle société nous voulons »

Quelle force politique pour transformer la société ?

Pour peser davantage dans la société, les différentes sensibilités de la gauche de transformation sociale et écologique - organisations et citoyens - doivent, d'une manière ou d'une autre, constituer une force politique commune.

Quelles sont les forces qui veulent dépasser le capitalisme et qui se revendiquent d'un horizon d'émancipation? Le Parti socialiste ne se situe pas sur le projet d'une transformation de la société. Depuis longtemps, il a fait sienne l'idée qu'il faut faire avec les contraintes du libéralisme économique, et seulement en limiter les dégâts sociaux. Résultat, dans la plupart des pays européens, les partis socialistes ou sociaux-démocrates ont conduit ou conduisent encore aujourd'hui des politiques d'austérité, conformes aux exigences des marchés financiers et de l'Union européenne. Si nous savons choisir entre la gauche et la droite, nous nous inscrivons dans la construction d'une gauche d'alternative sociale et écologique.

A gauche, il y a de nombreux militants écologistes, parmi lesquels une partie de ceux qui ont participé à la création d'Europe écologie les verts (EELV) ne se retrouvent pas dans un mouvement qui néglige les acquis de l'écologie politique. De son côté, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a cassé le crédit qu'il avait acquis lors de son lancement: du fait du dogmatisme de sa direction, beaucoup de ses militants s'en détournent et veulent passer à autre chose.

A côté de ces partis politiques, il y a le Front de gauche. Il y a aussi nombre d'organisations qui n'en font pas partie, des organisations syndicales et des associations, des réseaux et de nombreux collectifs de citoyens, dont les objectifs sont contradictoires avec ceux du système capitaliste. Il y a de nombreux insurgés et autant de révoltés... Et tous ceux qui convergent déjà dans les mobilisations internationales : les Indignés, les altermondialistes, et sous d'autres formes le Parti de la gauche européenne, qui rassemble de nombreuses organisations politiques des pays de l'UE... Bref, il existe toute une galaxie d'organisations, d'espaces et de personnes qui font de la politique, sous des formes très diverses.

Nous pensons que l'heure est à créer une force politique de transformation sociale et écologique d'un type nouveau. Une telle force devrait :
- métisser les cultures politiques: socialiste, communiste, libertaire, écologiste... -,
- mettre à profit les différentes expériences autogestionnaires, féministes, altermondialistes,
- développer de nouvelles coopérations entre forces sociales et politiques, en faisant appel à la participation directe des citoyens.

Pour cela, nous souhaitons débattre avec l'ensemble des organisations politiques existantes mais aussi avec les autres acteurs sociaux - syndicats, associations, réseaux citoyens... - de la nature et des formes de la politique. Il ne s'agit pas de confondre les rôles respectifs des uns et des autres, ni d'en revenir à des liens de dépendance... mais que chacun puisse contribuer à l'élaboration d'une alternative.

Nous savons que le chemin sera long car il s'agit de rompre avec la conception traditionnelle de la politique et des formes d'organisations qui l'accompagnent - structures pyramidales, décisions prises au sommet, difficulté avec la diversité, efficacité fondée sur la discipline, élus loin des préoccupations des citoyens... Cela supposera un processus citoyen, ouvert à tous, où chacun sera respecté et pourra être acteur d'un véritable changement de culture politique.

C'est pour avancer en ce sens que les Communistes unitaires ont participé, en 2008, avec d'autres militants et avec des forces de différentes sensibilités de la gauche de transformation, à la création de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE). Elle n'est pas un parti ni un simple réseau ; elle est un espace transitoire pour expérimenter et favoriser la création d'une telle force politique (sans prétendre en être le creuset).

« Nous avons besoin d'une nouvelle force politique. Pour la créer, il faudra un processus large, ouvert, permettant de donner confiance à ceux et celles qui seront prêts à se rapprocher, et de dialoguer avec tous ceux qui ne sont pas encore prêts mais qui pourraient être intéressés d'une manière ou d'une autre. »

Clémentine Autain, FASE, directrice du mensuel *Regards* (http://www.regards.fr/)

Depuis juin 2011, la FASE participe au Front de gauche, dont elle souhaitait depuis le départ l'élargissement à d'autres forces et aux citoyens.

A partir de son identité propre, elle y souligne :
- **la nécessité du dépassement de la césure entre les luttes, le mouvement social et la politique institutionnelle**,
- **le besoin de métissage de cultures politiques** qui, jusqu'ici, existaient surtout en parallèle les unes des autres, comme c'est le cas pour l'essentiel de la culture de l'écologie radicale et de celle issue du communisme politique,
- l'**obligation d'inventer de nouvelles formes politiques et l'exigence du pluralisme**, qui conditionnent une participation large de citoyens, aujourd'hui en attente de cadres réellement ouverts et co-élaborés,
- **la lutte contre toutes les dominations et discriminations**, au lieu d'une hiérarchisation des combats qui laisse sur le bord de la route ou qui cantonne dans le champ du "sociétal" tant d'acteurs-citoyens.

Dans les prochains mois, nous serons acteurs du débat et des initiatives pour que toute la gauche d'alternative fasse enfin force politique commune. Dans la continuité des campagnes électorales du Front de gauche, en cherchant à l'élargir à de nouvelles forces, un processus ouvert aux citoyens sera nécessaire. Il sera important d'approfondir ce qui est commun à tous, tout en valorisant la diversité des sensibilités et la richesse des expériences.

Une telle force politique, pluraliste, cherchant à construire un nouveau type de citoyenneté et d'engagement, ne va pas de soi. Elle est loin de la conception des partis guides énonçant des vérités successives, appelant les militants à chercher le ralliement des citoyens. C'est avec une conception exigente de la citoyenneté que l'on pourra redonner confiance à ceux que la politique telle qu'elle est aujourd'hui n'intéresse pas. ●



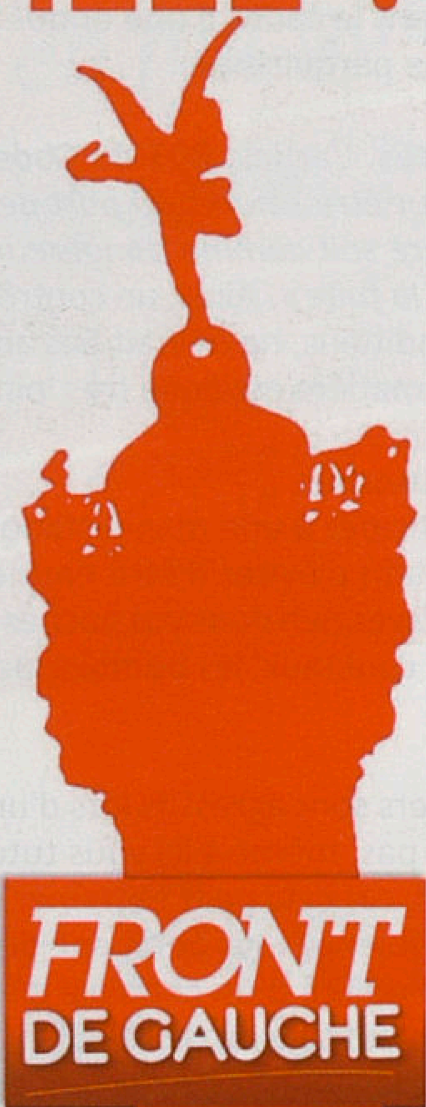
Les différents espaces et organisations politiques de la gauche de transformation sociale et écologique :

http://www.placeaupeuple2012.fr/
http://lafederation.org
http://www.pcf.fr
http://gauche-unitaire.fr/
http://www.lepartidegauche.fr/
http://www.convergencesetalternative.org/
http://www.socialisme-republiques.org/
http://www.pcof.net/fr/
http://www.alternatifs.org/
http://www.npa.org
http://www.gauche-anticapitaliste.org/
http://www.communistesunitaires.net

Le Front de gauche, et demain ?

« Notre parti-pris est de défricher de nouveaux chemins citoyens : par l'invention de nouveaux rapports entre les mouvements de la société - mouvement des idées, mouvements sociaux, pratiques émergentes dans les quartiers populaires et dans le monde rural... - et la politique. Il s'agit d'associer lutte pour l'égalité et révolution démocratique.»

François Asensi, député (FASE) de Seine-Saint-Denis





En 2007, la gauche de transformation s'est présentée morcelée à la présidentielle et aux législatives : la force potentielle qu'elle représentait a été gâchée, alors qu'elle avait été soudée et puissante lors de la campagne victorieuse en faveur du Non de gauche au projet de Traité constitutionnel européen. Cet échec a laissé des traces profondes.

Fin 2008, le Parti communiste, le Parti de gauche et Gauche unitaire ont lancé ensemble le Front de gauche, afin de faire converger leurs efforts pour une alternative politique. Après s'être affirmé lors des élections européennes puis régionales, celui-ci s'est élargi à plusieurs mouvements : la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Convergences & alternative (composé d'anciens militants du NPA), République et Socialisme et le Parti communiste des ouvriers de France. Ils ont aujourd'hui un candidat commun à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon - soutenu aussi par les Alternatifs, le M'Pep et Femmes Egalité - et des candidatures communes aux législatives dans de nombreux départements.

Jusqu'à présent, le Front de gauche a essentiellement été une alliance électorale. Et le rôle des assemblées citoyennes reste encore trop souvent cantonné à celui de comité de campagne, mais certaines rassemblent déjà de nombreux citoyens et ont un rôle politique plus large. Un élargissement a commencé à se produire. Des syndicalistes et des jeunes participent aux meetings, qui connaissent un grand succès. Un front des luttes et des fronts thématiques se développent.

Et demain ?
Evidemment, l'envie de continuer, d'élargir le Front de gauche et de mieux le structurer dépendra en partie du potentiel que traduiront les résultats électoraux. Cependant, la politique ne se limite pas aux périodes électorales : au contraire, sans mobilisation populaire, sans action dans les quartiers et dans la rue en même temps que dans les urnes, on ne changera pas la société. La période qui suivra les scrutins d'avril, mai et juin sera donc cruciale.

Différentes options s'esquissent :
- *Continuer le Front de gauche* tel qu'il est aujourd'hui, avec souvent un rôle encore modeste des citoyens, même si les expériences positives se multiplient.
- *Transformer le Front de gauche en le structurant suffisamment pour que les forces qui le composent et les citoyens qui participent aux campagnes actuelles puissent faire force politique ensemble.* Cela nécessiterait notamment que chaque force accentue son engagement actuel dans cet esprit. Surtout, les citoyens devraient pouvoir participer aux décisions et s'ils le souhaitent adhérer directement au Front de gauche.
- *Créer une nouvelle organisation politique, à partir des composantes du Front de gauche qui le voudront et avec la participation des citoyens intéressés.* Mais quelles sont les forces qui seront prêtes à envisager à moyen terme de se fondre, dans un processus ouvert à tous ceux qui le souhaiteront ?

Sans doute, la solution sera mixte. Il y aura de la continuité par rapport au Front de gauche, car il s'est inscrit dans la vie politique, avec maintenant des acquis solides. Et il se transformera s'il réussit à ouvrir beaucoup plus largement ses portes aux citoyens, s'il devient un espace pour inventer et faire vivre un nouveau projet politique... voire si ses composantes envisagent de dépasser leurs existences séparées. Bien au-delà de logiques de ralliement, c'est la dimension citoyenne et ouverte qui permettra de réussir. Un chantier s'ouvre ! ●

S'informer, participer...

Pour faire connaissance, rendez-vous sur le site :
www.communistesunitaires.net
ou sur le blog :
http://blogs.mediapart.fr/blog/communistes-unitaires

Pour tout échange, pour contacter ou créer un groupe local :
contact.communistes.unitaires@gmail.com

Cerises, l'hebdo Internet des Communistes unitaires est en ligne :
www.cerisesenligne.fr

Pour recevoir *Cerises*, envoyez un mail à : **contact.cerises@gmail.com**

Pour participer aux activités, merci de remplir et de renvoyer le bulletin ci-dessous :

Bulletin de participation

Nom : .... Prénom : ....
Adresse postale : ....
Code postal :...................... Ville :......................................
Téléphone : .... Adresse électronique : ....

❐ Je souhaite être inscrit-e sur la liste de diffusion d'informations des Communistes unitaires et de l'hebdomadaire *Cerises*.
❐ Je souhaite être contacté-e pour faire connaissance, mettre en place un groupe local des Communistes unitaires...

A renvoyer à ACU - 2 rue Edouard Vaillant 93200 Saint-Denis ou
à scanner et renvoyer ici : **contact.communistes.unitaires@gmail.com**

Financer. La publication de ce journal et les activités de l'Association des communistes unitaires (ACU) coûtent cher. Si vous souhaitez participer à leur financement, merci de remplir et de renvoyer ce bulletin.

Nom : ....
Prénom :...
Adresse postale : ....
Code postal :...................... Ville :.......................................
Téléphone : ....
Adresse électronique : ....

Je souhaite contribuer au financement de l'Association des communistes unitaires :

❐ Je choisis de mettre en place un prélèvement automatique sur mon compte au bénéfice de l'Association de financement des communistes unitaires (AFCU). Le formulaire nécessaire est disponible sur www.communistesunitaires.net (rubrique "financement"). Il peut être envoyé sur demande adressée par courrier à l'adresse ci-dessous ou par mail à contact.communistes.unitaires@gmail.com

❐ Je joins à ce bulletin un don sous la forme d'un chèque de .... € à l'ordre de l'AFCU.

L'Association de financement des communistes unitaires (AFCU) vous adressera, en période de déclaration de revenus, un reçu vous permettant de bénéficier d'une **réduction fiscale à hauteur de 66 %** du montant versé (dans la limite de 20 % de votre revenu imposable). Par exemple, pour 20 € versés, vous pourrez déduire 13,20 € du montant de votre impôt sur le revenu. Pour 100 €, vous pourrez déduire 66 €.

Fait à .... le ....

Signature :

à adresser à : AFCU, 18 rue Chateaubriand 24 100 Bergerac

Conformément à l'article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, toute personne justifiant de son identité dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives communiquées la concernant. Ce droit peut être exercé en adressant à l'A.C.U. un message électronique à contact.communistes.unitaires@gmail.com, ou en adressant un courrier à : A.C.U.- 14, Square de Tanouarn 35 700 Rennes.

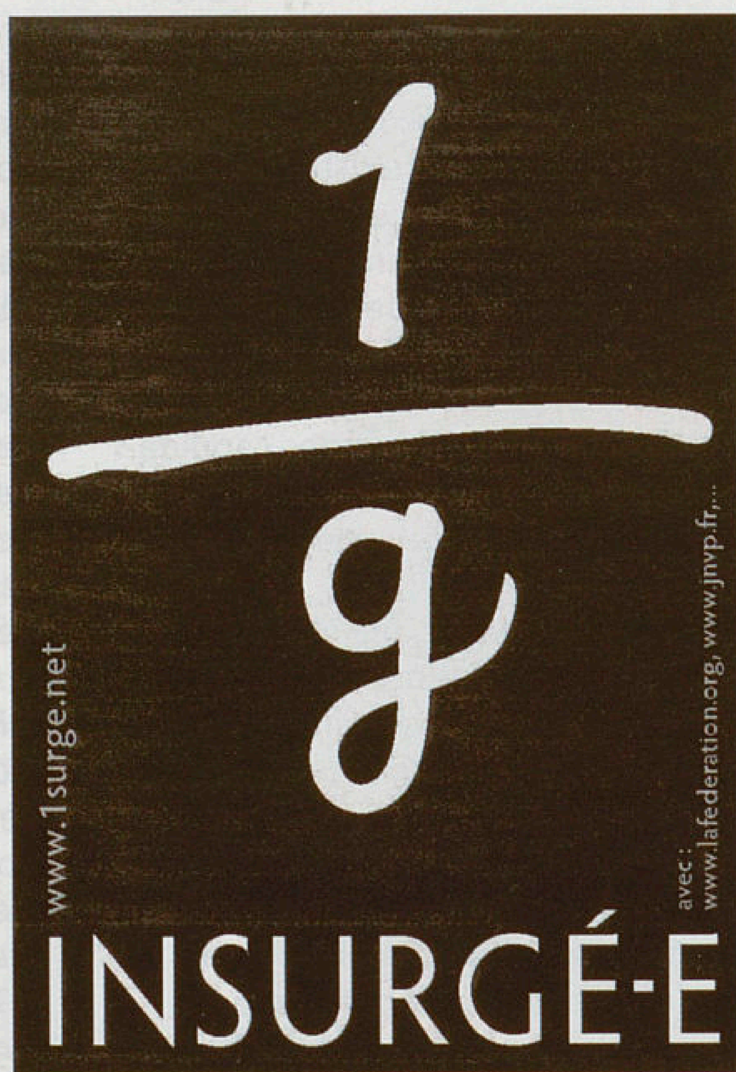
Petit guide de l'insurgé

Indignés, insurgés, révoltés, manifestants, citoyens solidaires… connaissez vos droits !

En France, manifester est un droit (sous réserve d'une déclaration préalable déposée en préfecture par l'organisateur) et le droit de grève est inscrit dans la Constitution. Que ce soit pendant les manifs et les rassemblements ou dans la rue au quotidien, les fouilles et les contrôles d'identité sont devenus courants, avec parfois le risque qu'ils dégénèrent en procédures d'outrages et de rébellion.

Les contrôles d'identité. La loi encadre strictement le pouvoir de contrôler un individu, afin, en principe, d'éviter des pratiques discriminatoires. Tout le monde sait ce qu'il en est en réalité : les Arabes et les Noirs sont les plus fréquemment contrôlés.

En principe, un «*contrôle d'identité est possible sur une personne à l'égard de laquelle existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou a tenté de commettre une infraction ou se prépare à commettre un crime ou un délit, qu'elle est susceptible de fournir des renseignements sur une enquête pénale en cours et qu'elle fait l'objet de recherches judiciaires* ». Mais l'identité de toute personne peut être aussi contrôlée pour «*prévenir une atteinte à l'ordre public*».



Certains motifs de contrôle ne sont pas légaux. Par exemple, le fait de porter un autocollant ou une banderole avec un sigle syndical ou associatif, ou une inscription licite quelconque, ne justifie en aucun cas un contrôle d'identité. Plus généralement, la police n'a pas le droit de demander de retirer un autocollant porté sur un vêtement, car c'est une atteinte à la liberté d'expression. De même, chacun a le droit de photographier ou de filmer une manifestation et rien n'interdit de filmer les policiers dans des lieux publics. Ceux-ci n'ont pas le droit de confisquer votre matériel ou le film.

La vérification d'identité. Si vous êtes de nationalité française, vous pouvez établir votre identité par tout moyen ; il n'est en effet pas obligatoire d'avoir sur vous une pièce d'identité. Si vous êtes de nationalité étrangère, vous devez, en principe, toujours avoir avec vous le titre ou les documents vous autorisant à circuler ou à séjourner en France.

Si vous ne disposez pas sur vous de document d'identité, les policiers pourront déclencher une procédure de vérification d'identité. Vous pouvez être retenu par la police pour vérification de votre identité pendant 4 heures au maximum à partir du début du contrôle. Ce délai ne peut servir qu'à déterminer ou vérifier votre identité. Vous devez être remis en liberté dès que votre identité est certaine.

Au début de cette procédure, vous avez le droit de faire aviser le procureur de la République de votre rétention. Par ailleurs, vous pouvez faire aviser un membre de votre famille ou la personne de votre choix.

Les fouilles. Lors d'une interpellation et éventuellement d'un contrôle d'identité, la police peut seulement accomplir sur vous une palpation de sécurité. Il s'agit d'une recherche extérieure, au-dessus des vêtements, d'objets dangereux pour la sécurité du porteur ou d'autrui. Cette palpation doit être accomplie par un policier du même sexe et ne peut en aucun cas consister en des attouchements ou une fouille à corps.

La fouille, c'est-à-dire la recherche de preuves d'une infraction dans un sac ou dans des poches, ne peut être faite que par un officier de police judiciaire (et non par un agent de police judiciaire, tel qu'un agent de police municipale ou un gardien de la paix non habilité), pendant les heures légales et dans le cadre d'une enquête. Elle est assimilée par la jurisprudence à une perquisition.

Les menottes. L'article 803 du Code de procédure pénale prévoit que «*nul ne peut être soumis au port des menottes ou des entraves que s'il est considéré soit comme dangereux, soit comme susceptible de tenter de prendre la fuite*». Ainsi, un contrôle d'identité, s'il se déroule dans de bonnes conditions, ne devrait pas aboutir au port des menottes. La pratique en la matière est donc très loin d'être conforme à la législation.

Quelques conseils

Si vous participez à une manifestation, il est conseillé d'avoir vos papiers d'identité, afin d'éviter d'être emmené au poste de police au moindre contrôle. N'ayez rien dans vos poches qui ressemble à une arme. N'oubliez pas que les couteaux, les bombes lacrymogènes sont considérés comme des armes.

Si les policiers sont agressifs lors d'un contrôle d'identité, restez poli, ne les tutoyez pas, même s'ils vous tutoient. Ne faites aucun geste violent à leur égard, car cela peut entraîner des procédures d'outrage, de rébellion ou de violences sur personne dépositaire de l'autorité publique. Sachez que la nullité d'un contrôle d'identité n'a pas d'incidence sur une procédure d'outrage ou de rébellion commis à l'occasion de ce contrôle. Prenez les coordonnées de toutes les personnes qui peuvent témoigner de la scène, ou distribuez des petits papiers avec vos coordonnées aux personnes qui pourraient témoigner en votre faveur.

Si vous êtes témoin d'un contrôle ou d'une interpellation où vous estimez que les policiers ne font pas correctement leur travail, n'hésitez pas à la filmer, notamment avec vos téléphones portables. Ce film est un mode de preuve tout à fait recevable devant un tribunal.

Avant de signer un procès-verbal, relisez-le attentivement. Si vous n'êtes pas d'accord avec le contenu des procès-verbaux contenant vos déclarations, vous devez demander à ce qu'ils soient modifiés. En cas de refus, refusez de les signer et écrivez pourquoi au bas du procès-verbal. ●

Source : Guide du militant arrêté, Syndicat de la magistrature.
+ d'info http://www.guidedumanifestant.org/guide-du-manifestant.pdf

---